

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

Comparution Personnelle

Thèse pour le Doctorat ès Sciences Juridiques

Présentée et soutenue le Samedi 26 Mai 1928

PAR

J E A N G U I B E R T

Président : M. MOREL

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. WAHL} \\ \text{M. HUGUENEY} \end{array} \right.$

PARIS

LES PRESSES MODERNES

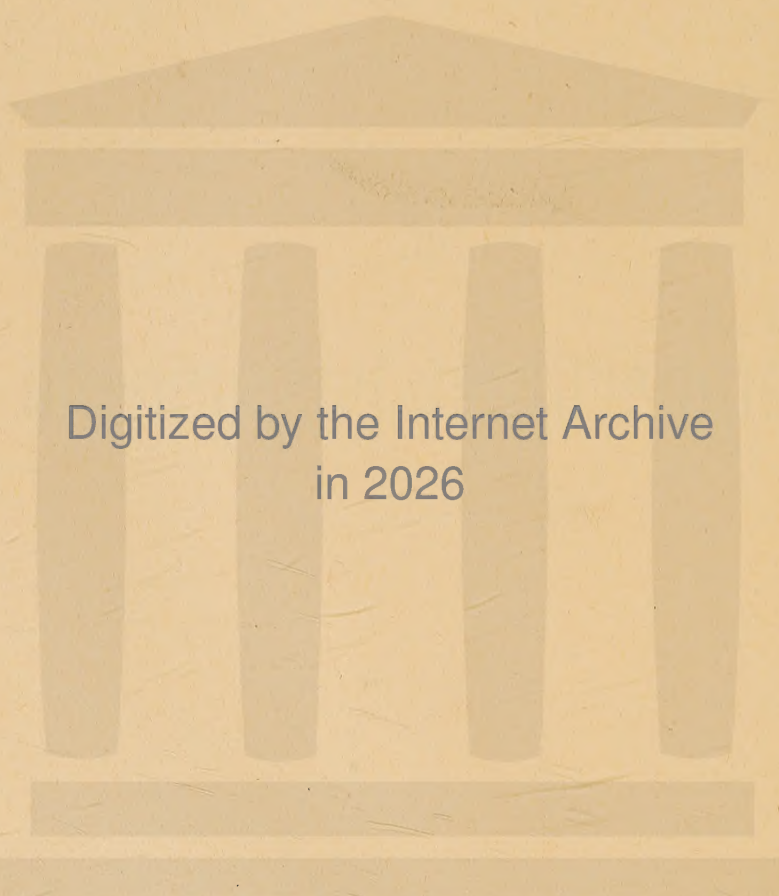
Imprimerie

45, rue de Maubeuge

1928

LA

Comparution Personnelle



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553020_0027

LA

Comparution Personnelle

Thèse pour le Doctorat ès Sciences Juridiques

Présentée et soutenue le Samedi 26 Mai 1928

PAR

J E A N G U I B E R T

Président : M. MOREL

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. WAHL} \\ \text{M. HUGUENEY} \end{array} \right.$

PARIS

LES PRESSES MODERNES

Imprimerie

45, rue de Maubeuge

1928

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

AUBRY et RAU: *Cours de Droit Civil Français*,
revu par Bartin, 5^e édition.

BIOCHE: *Dictionnaire de Procédure Civile et Com-
merciale*, 5^e édition, V^o Comparution des parties.

BOITARD, COLMET-DAAGE et GLASSON: *Le-
çons de Procédure Civile*, 15^e édition, T. 1.

BONCENNE: *Théorie de la Procédure Civile*, t. II.

BONNIER: *Traité des Preuves*, 5^e édition.

CARRÉ et CHAUVEAU: *Lois de la Procédure Ci-
vile et Commerciale*, 5^e édition, t. I.

COLIN et CAPITANT: *Cours élémentaire de Droit
Civil Français*, 4^e édition, t. I.

DEMOLOMBE: *Cours de Code Napoléon*, t. XIX.

DUCAURROY, BONNIER et ROUSTAIN: *Com-
mentaire du Code Civil*, t. I.

DURANTON: *Cours de Droit Français*, t. XIII.

GARSONNET et CEZAR-BRU: *Traité théorique et
pratique de Procédure*, 3^e édition, t. II.

LAROMBIÈRE: *Théorie et pratique des obligations*,
t. V.

LAURENT: *Principes de Droit Civil*, t. XIX.

LORY: *Essai sur la comparution devant les Juridic-
tions Civiles*, thèse Dijon 1888.

LUCHAIRE: *Histoire des Institutions Monarchiques
de la France sous les Premiers Capétiens*, 2^e édition.

MAZEAUD: *Conception Jurisprudentielle du commencement de preuve par écrit de l'article 1347*: Thèse Lyon 1921.

MOURLON et NAQUET: *Répétitions écrites sur le Code de Procédure*, 5^e édition.

PIGEAU: *La Procédure Civile du Châtelet de Paris et de toutes les juridictions ordinaires du Royaume* 1787, t. I.

PIGEAU: *La Procédure Civile des Tribunaux de France* 1811, t. I.

PLANIOL et RIPERT: *Traité élémentaire de Droit Civil*, 10^e édition, t. I.

RODIÈRE: *Cours de Compétence et de Procédure en matière Civile*, t. 1.

ROUSSEAU et LAISNEY: *Dictionnaire de Procédure*, V^e Comparution des parties.

TARDIF: *La Procédure Civile et Criminelle aux XIII^e et XIV^e Siècles*.

REVUE CRITIQUE de Législation et de Jurisprudence, t. XIII 1858, p. 569 et s. étude de M. Lafontaine: « Dans quelle forme doivent être recueillis et constatés les aveux et réponses résultant d'une comparution des parties ? etc... ».

Les RÉPERTOIRES et notamment les notes de :

M. SAVATIER sous Req. 19 Oct. 1925 — D.P. 1926 — 1 — 89.

M. MAZEAUD sous Req. 19 Oct. 1925 — Sirey 1925 — 1 — 313.

INTRODUCTION

Qu'est-ce que juger ? N'est-ce pas, en somme, appliquer un principe juridique à une situation de fait ? Le juge ne doit-il pas, avant tout rétablir les faits dans leur exactitude ? Les procédures d'instruction ont précisément pour but de lui donner la connaissance la plus exacte possible des faits de la cause qui lui est soumise. C'est aux parties qu'il appartient de faire en justice la preuve de ces faits qu'elles allèguent : les moyens pour y parvenir sont nombreux.

On peut imaginer deux systèmes de preuve : le système de la preuve morale et celui de la preuve légale. Le premier permet de prouver par tous les moyens possibles pourvu qu'on entraîne la conviction du juge : ce fût, sans doute celui de toutes les législations primitives. Dans l'autre système la loi détermine à priori les éléments de conviction qui pourront être utilisés : ces éléments de conviction sont fournis par ceux des incidents de la procédure d'instruction qui sont justement relatifs à l'administration de la preuve.

Parmi ces incidents, le plus simple, le premier qui vienne à l'esprit du législateur consiste à interroger les parties elles-mêmes. Ce moyen de parvenir à la connaissance des faits de la cause est si élémentaire qu'il fût à la base des législations primitives : la com-

parution personnelle n'était pas alors un incident de la procédure d'instruction, mais la manière même dont les plaideurs se présentaient devant leur juge.

Il en est encore de même aujourd'hui dans les procédures simples qui n'exigent pas l'intervention de praticiens. Les législations modernes comportent en effet des procédures multiples et plus ou moins compliquées. Tantôt les parties comparaissent en personne, tantôt elles doivent avoir recours à des hommes de loi qui les représentent : Dans ce dernier cas les magistrats peuvent, s'ils le jugent utile, mander les plaideurs devant eux pour les interroger, nous retrouvons alors l'incident de la procédure d'instruction dont nous parlions plus haut : dans notre Procédure Civile on l'appelle la comparution personnelle.

Nous n'avons pas jugé à propos de faire une étude de droit comparé : cela nous eût entraîné en de trop longues recherches et les résultats obtenus n'auraient pas présenté un grand intérêt. Qu'importent, en effet, les règles de détail imposées par chaque législation ? la comparution personnelle est, en quelque sorte une procédure de droit naturel : sous une forme ou sous une autre on doit la retrouver partout.

Prenons simplement, à titre documentaire trois législations étrangères. La législation anglaise, si différente de la nôtre dans toutes ses conceptions, admet pourtant, comme elle, la comparution personnelle parallèlement à un interrogatoire sur faits et articles ; il est vraiment curieux d'y retrouver ces deux moyens de parvenir à la vérité, de valeur si différen-

te. On peut toujours assigner la partie adverse soit à répondre par écrit à des questions écrites soit à répondre devant le juge à un examen oral. Et puisque nous citons cette procédure britannique, signalons deux points sur lesquels elle diffère de la nôtre : la partie interrogée doit préalablement prêter serment, les frais de l'interrogatoire demeurent toujours à la charge de la partie qui l'a requis.

Passons à la procédure Civile allemande : l'article 132 du Code promulgué le 30 janvier 1877 autorise le tribunal à ordonner « pour l'éclaircissement de l'affaire » la comparution personnelle des parties.

Enfin, en Autriche, la loi du 27 avril 1873, sur la procédure sommaire des petites affaires, a fait de la comparution personnelle une réglementation qui présente une particularité : les parties y sont considérées comme témoins dans leur propre cause ; comme tels elles doivent prêter serment : elles sont donc passibles de la peine qui s'applique au faux témoignage.

Ces quelques notions nous suffisent à montrer qu'avec des modalités diverses on retrouve la comparution personnelle partout. Nous nous contenterons de l'étudier telle qu'elle existe dans notre législation en matière civile et seulement devant les tribunaux départementaux : nous ne donnerons qu'un simple aperçu de ce qu'elle est devant les autres juridictions.

En réalité la comparution personnelle sera pour nous un lien qui nous permettra de jeter un coup d'œil d'ensemble sur le régime des preuves et d'abor-

der un certain nombre de questions particulièrement intéressantes.

Nous la comparerons d'abord aux autres incidents de la procédure d'instruction relatifs à l'administration de la preuve. Puis une brève étude historique nous montrera comment la comparution personnelle s'est introduite dans notre législation. Alors qu'elle n'était pas admise par les textes de notre ancien droit, du moins en matière civile, et sans qu'un mot dans la discussion au Conseil d'Etat ou dans les motifs ait annoncé ou préparé cette innovation, nous verrons comment un article glissé dans le Code de Procédure a consacré implicitement l'usage de cette voie d'instruction.

Nous étudierons les règles de fond et de forme de sa procédure; nous verrons ainsi comment on a recouru, en cette matière, à la raison et à l'analogie pour suppléer tant bien que mal à la carence de la loi.

Pour mettre en valeur l'utilité des résultats que la comparution peut produire nous les analyserons: nous verrons ainsi qu'elle a pour but essentiel de provoquer un aveu; à défaut, on y trouvera le commencement de preuve par écrit de l'article 1347 du Code Civil, à moins que ce ne soit l'un de ceux exigés en matière de filiation pour rendre recevable la preuve testimoniale. Nous verrons par là l'importance du rôle que fait jouer la jurisprudence à cette procédure innovée de toutes pièces et dont la base légale est si fragile: nous verrons comment, grâce à la comparution personnelle, la jurisprudence peut faire

échec à l'application des textes par trop restrictifs du Code Civil en matière de preuve testimoniale.

Enfin pour conclure, nous serons naturellement amenés à rechercher les réformes qui s'imposent : puissent celles-ci ne pas trop se faire attendre ! Puisse tout au moins cette étude attirer un peu l'attention sur les avantages de cette procédure trop souvent méconnue !

CHAPITRE PREMIER

Définition

COMPARAISON AVEC LES AUTRES PROCÉDURES D'INSTRUCTION

La comparution personnelle, que nous nous proposons d'étudier, est un des incidents de la procédure d'instruction relatifs à l'administration de la preuve. Elle consiste pour les parties à venir elles-mêmes, sur l'ordre du Tribunal, s'expliquer à la barre. Sa base légale est, de l'avis unanime, l'article 119 du Code de Procédure Civile, mais l'étude historique qui va suivre nous révélera son originale gestation.

La fin que se proposent les juges en utilisant cette procédure est de provoquer un aveu, mais nous verrons qu'ils peuvent en tirer divers autres résultats intéressants.

L'instruction d'un procès n'a qu'un but : la manifestation de la vérité ; les délais des assignations, la forme des conclusions, l'ordre des incidents, qu'une raison d'être : empêcher le droit de succomber sous les efforts de la ruse et du mensonge, rétablir les faits dans leur exactitude, afin que la loi leur soit appliquée .

La comparution, dans l'acception la plus large du terme est un élément de l'instruction des procès : comparaître, c'est se présenter devant les juges en observant les formes légales. Au cours des Siècles,

la comparution prise dans ce sens général a évolué : elle fut longtemps personnelle, puis la représentation a fini par devenir généralement obligatoire, après n'avoir été que facultative.

Aujourd'hui, devant un tribunal civil, comparaître c'est s'y faire représenter par un avoué régulièrement constitué : il en est de même devant les Cours d'Appel et la Cour de Cassation.

Devant les autres juridictions, au contraire, le mode de comparution varie : les parties comparaissent généralement en personne, mais elles sont presque toujours libres de se faire représenter.

La comparution personnelle entendue en ce sens consiste pour les plaideurs à se présenter eux-mêmes dès le début de l'instance devant leurs juges, sans passer par l'intermédiaire d'un praticien : avocat, avoué, agréé ou homme d'affaires. Elle est tantôt obligatoire, devant les conseils de Prudhomme par exemple, tantôt facultative, c'est le cas en justice de Paix : toutefois la règle légale s'applique à tous les plaideurs, qu'ils puissent ou non se faire représenter.

La comparution personnelle, incident de la procédure d'instruction, que nous avons définie plus haut, se rattache par sa nature à cette manière de se présenter devant les juges : elle consiste, comme elle, à venir en personne devant ceux-ci ; mais elle n'est qu'un incident de la procédure d'instruction. On ne la rencontre que dans quelques instances et elle ne peut exister que dans celles où les parties sont représentées. Elle peut alors avoir lieu en toutes matières sans qu'aucune règle restrictive n'en limite le

champ d'action. C'est un moyen de parvenir à la vérité, extrêmement souple : jamais imposé par la loi, il peut être utilisé partout. La comparution personnelle est, dans l'instruction des procès, un des incidents relatifs à l'administration de la preuve : but principal de l'instruction puisqu'il faut que les faits soit prouvés avant que les juges ne puissent les sanctionner.

Les procédures où les parties doivent ou peuvent se présenter en personne sont des procédures simples, extraordinaires souvent, où chacun est capable de défendre lui-même ses intérêts : On y recherche surtout la conciliation. L'incident qu'est la comparution personnelle se rencontre au contraire au cours de l'instance, alors que tous les moyens de conciliation ont échoué et qu'il ne reste qu'à vérifier l'exactitude des allégations de chacune des parties. Le projet de réforme du Code de Procédure Civile dont nous parlerons plus loin fait de la conciliation le but essentiel à atteindre par cette comparution personnelle qu'il se décide à réglementer ; mais c'est, croyons-nous, sans grand espoir de succès : il est bien rare, en effet, de rencontrer une conciliation au cours d'une comparution personnelle. Les parties en présence ont fait des frais : elles sont ancrées dans leurs prétentions et sont bien décidées à n'en rien céder. Il reste au juge à déduire la vérité de leurs explications contradictoires : escomptant un aveu, il n'y trouve souvent qu'un commencement de preuve. Il lui faudra alors recourir à un moyen d'instruction complémen-

taire: serment supplétoire, enquête, vérification d'écritures ou expertise.

La comparution personnelle qui nous occupe est, nous l'avons dit, dans la procédure d'instruction, un des incidents relatifs à l'administration de la preuve. Il y a en effet dans l'instruction d'une instance, des incidents qui ont un rapport plus étroit avec la fin recherchée qui est la manifestation de la vérité: ce sont ceux relatifs à l'administration de la preuve.

On peut diviser ces incidents en quatre groupes suivant qu'ils se rapportent à la preuve écrite ou à la preuve testimoniale, à la preuve de certains faits matériels ou à l'aveu du débiteur.

C'est dans le dernier de ces groupes que l'on peut classer la comparution personnelle: ne tend-elle pas, avant toute chose, à obtenir l'aveu du défendeur? Logiquement donc, nous serons amenés à la comparer de près aux autres incidents du même groupe sans nous attacher beaucoup à ceux des trois groupes précédents. Le rapprochement de ceux-ci et de la comparution personnelle nous suggérera cependant, en passant, quelques remarques intéressantes: ainsi, bien que la comparution personnelle n'ait aucun point commun avec la preuve par écrit, la Jurisprudence les a cependant rapprochées de façon inattendue en tirant de la comparution personnelle un commencement de preuve par écrit.

Et grâce à ce commencement de preuve par écrit trouvé si ingénieusement, cette jurisprudence rend admissible, dans les cas où elle n'est pas reçue de plano, la preuve testimoniale. C'est là le lien qui

unit la comparution personnelle à la preuve testimoniale dont cependant elle diffère par son essence même. Au cours de la procédure de l'enquête en effet, ce sont les tiers qui viennent confier à la Justice la connaissance qu'ils ont des faits de la cause et principalement des faits immatériels, essentiellement fugitifs, dont il ne peut subsister aucune preuve tangible. Dans la comparution personnelle, au contraire, les parties elles-mêmes seront mandées devant leurs juges qui s'efforceront d'en obtenir un aveu ; à défaut, ils recueilleront du moins des renseignements qui pourront leur être utiles.

Des règles étroites régissent l'emploi de la preuve testimoniale : les parties elles-mêmes ne peuvent déposer dans la forme de l'enquête, non plus que leurs parents (exception faite cependant pour les instances en Divorce ou en Séparation de corps). Par ailleurs un tiers ne saurait déposer suivant les règles de la comparution personnelle.

Ces deux procédures ont donc bien un domaine distinct. Et pourtant, si les règles de fond posées par le Code Civil pour l'emploi de la preuve testimoniale sont étroites, alors qu'aucune règle ne vient restreindre le champ d'action de la comparution personnelle, si ces deux incidents paraissent n'avoir rien de commun, il y a un cas où leurs procédures se rapprochent ; c'est celui de l'enquête sommaire à la barre. Celle-ci se passe comme la comparution personnelle : la seule différence c'est que les témoins prêtent serment de dire la vérité et déposent sur les faits énoncés au jugement qui ordonne l'enquête, alors que la

partie qui comparaît ne prête pas ce serment et que le jugement ordonnant la comparution n'articule aucun fait.

Quant aux incidents relatifs à la preuve de certains faits matériels, la descente sur les lieux et l'expertise, nous n'avons pas à nous en occuper. Dans l'expertise toutefois on peut trouver une variété de comparution personnelle : les experts ne sont-ils pas les auxiliaires des juges ? Leur mission n'est-elle pas ainsi définie dans les jugements ou ordonnances de référé qui les commettent : « ... recevoir les explications des parties, s'expliquer sur leurs dires et observations réciproques, les concilier si faire se peut... » ?

Et de fait que font-ils ? Ils convoquent les parties à leur cabinet ou sur place, manifestant souvent le désir qu'elles se dérangent en personne. Puis ils entendent leurs explications respectives et tentent de parvenir à leur conciliation, but qu'ils recherchent toujours et atteignent fréquemment. C'est là une application de ce principe logique qui veut que, chaque fois qu'une conciliation sera recherchée, les parties soient mises en présence l'une de l'autre ; car trop souvent les mandataires sont tentés de faire passer leurs intérêts avant ceux de leurs clients !

Restent enfin les incidents de la procédure d'instruction qui tendent à obtenir un aveu : serment, interrogatoire sur faits et articles et notre comparution personnelle. Dans ces trois cas les parties comparaissent elles-mêmes : le rapprochement en sera donc intéressant. Il le sera tout particulièrement entre la comparution personnelle et l'interrogatoire sur

faits et articles, celui-ci ayant servi de modèle à celle-là quand il s'est agi de lui organiser une procédure à raison de la carence de la loi. C'est pourquoi, en étudiant la procédure de la comparution personnelle, nous serons amenés à comparer ces deux incidents, en recherchant les analogies qui existent entre eux et les différences qui les séparent.

Nous nous étendrons moins sur le serment qui diffère davantage de la comparution personnelle, sinon dans son but essentiel, du moins dans ses résultats. La solution du procès, en effet, ou le montant de la condamnation, dépendent infailliblement du serment décisoire, qu'il soit prêté par la partie à qui il est déféré ou qu'il soit référé à l'autre par celle-là : le tribunal n'aura qu'à en constater le résultat. La comparution personnelle, au contraire, ne donnera presque jamais lieu à une sanction aussi énergique : ses résultats étant susceptibles, nous le verrons, de plus ou de moins.

L'interrogatoire sur faits et articles est ordonné par jugement rendu sur requête, de même que le serment décisoire est expressément déféré par l'une des parties : ni l'un ni l'autre ne pourraient être ordonnés d'office par le tribunal comme pourraient l'être la comparution personnelle ou le serment supplétoire.

Dans l'interrogatoire, le défendeur n'intervient pas aux débats, c'est pourquoi le jugement qui l'ordonne n'est susceptible d'aucun recours, à la différence de celui qui ordonne une comparution ; celui-ci peut être frappé d'opposition s'il est par défaut et

appel peut en être interjeté si on le considère comme interlocutoire.

Le jugement qui prescrit l'interrogatoire ou le serment est indispensable comme celui qui ordonne une comparution. Il énonce, à la différence de celui-ci, les faits sur lesquels la partie sera interrogée ou ceux sur lesquels le serment sera reçu, et ce, à peine de nullité. Il s'en suit que les faits sur lesquels la partie sera questionnée ne lui sont pas signifiés d'avance dans la comparution personnelle contrairement à ce qui se passe au cas d'interrogatoire sur faits et articles. Cette différence présente, à notre avis, une certaine importance au point de vue de la valeur des résultats en cas de non comparution (1).

A moins de commission rogatoire le serment se prête à la barre devant le tribunal entier et c'est également à la barre que la comparution personnelle a lieu. Au contraire, c'est un juge commissaire qui procède à l'interrogatoire sur faits et articles.

Il y a d'autres analogies ou des différences de détail entre le serment et la comparution, mais il est inutile d'y insister car les résultats du serment ne sont guère comparables à ceux de la comparution.

Quant à l'interrogatoire, sur tous les points autres que ceux qui nous venons d'envisager, ses règles s'appliqueront à la comparution personnelle. Il en sera ainsi « notamment en ce qui concerne le pouvoir dis-
« crétionnaire du tribunal, la signification de son ju-
« gement, les cas où l'on peut interroger les parties,

(1) V. p. 69.

« la fixation du jour où elles seront entendues et les
« conséquences à tirer de leurs aveux ou de leur re-
« fus de répondre » (1).

C'est ce que nous verrons plus loin en abordant
l'étude de la procédure de la comparution personnel-
le ; disons seulement pour clore ce chapitre que le tri-
bunal est toujours libre de prescrire la comparution
personnelle même au cas où c'est l'interrogatoire sur
faits et articles qui lui a été demandé.

(1) Garsonnet et Cézard Bru. *Traité théorique et pratique de Pro-
cédure*, 3^e éd., t. II, p. 485, n^o 295.

CHAPITRE II

Historique

FONDEMENT JURIDIQUE DE LA COMPARUTION PERSONNELLE

Quand on envisage la comparution personnelle au point de vue historique, il est impossible de la séparer, en tant qu'incident de la procédure d'instruction, de l'obligation fréquemment imposée aux plaideurs de se présenter eux-mêmes devant leurs juges pour y faire l'exposé de leurs prétentions. Les deux sont intimement liées : la comparution personnelle ne peut en effet être envisagée comme moyen d'instruction que lorsque des mandataires représentent les parties. C'est pourquoi chaque fois que nous verrons les mandataires exclus du prétoire, nous n'aurons pas à nous occuper de l'incident d'instruction.

Un aperçu historique sommaire suffira d'ailleurs à nous mener jusqu'au moment où, la procédure ayant acquis dans notre ancien droit l'aspect général qu'elle a encore aujourd'hui, il deviendra intéressant de rechercher les antécédents historiques de cette comparution personnelle qui nous occupe : nous verrons alors quel est son fondement juridique actuel.

A Rome, au temps des actions de la loi, *nemo alieno nomine lege agere potest* (1), les plaideurs ne pou-

(1) Dig. 123 princip., L. 17.

vaient se présenter qu'en personne devant le magistrat et le juge : la raison en est dans les paroles solennelles, desquelles rien ne pouvait être changé. C'était là une règle extrêmement rigoureuse, qui empêchait de rendre justice à ceux qu'une raison quelconque empêchait de comparaître devant le magistrat. Quelques exceptions d'intérêt public furent seules admises : *pro populo*, *pro libertate*, *pro tutela*, *pro lege hostilia* : peut-être même dans certains cas restreints les *cognitores* firent-ils leur apparition.

Lorsqu'elle fût instituée, vers la fin de la République, la procédure formulaire ne changea rien à cet état de choses : ce n'était qu'un déplacement de formalisme ; mais le Préteur sentit vite la nécessité d'autoriser les plaideurs à se faire représenter en justice par des mandataires : il y parvint par le procédé factice de la transposition de personnes dans la formule. On arrive alors à l'institution des *cognitores* et des *procuratores in rem alienam* qui n'étaient encore que des particuliers pouvant, en certains cas, exercer les droits des plaideurs.

Il fallut attendre que la science juridique Romaine fût arrivée à son apogée pour voir avec la procédure extraordinaire les mandataires représenter enfin réellement leurs mandants. Et ce n'est qu'au déclin de l'Ère Impériale que l'on trouve des *procuratores* publics spécialement chargés de représenter les parties en justice : ce sont les avoués d'alors, on les appelle *procuratores* qui *apud magistrum absident*.

Auparavant, quand les pouvoirs du magistrat eurent été étendus, il avait été admis qu'il pouvait par

ses questions provoquer la révélation des faits de nature à faciliter la preuve (1).

Et sous Justinien nous trouvons l'interrogation admise au cours du procès en toute matière. Elle peut être faite par le défendeur comme par le demandeur, et sert à éclairer le juge: c'est un mode de preuve. N'est-ce pas là le prototype de l'interrogatoire sur faits et articles ? Et quand les parties furent représentées il n'est pas douteux que le magistrat pouvait exiger leur comparution personnelle, en vertu du principe élémentaire : « Cui Jurisdictio data est ea quoque concessa esse videntur, sine quibus jurisdictio explicari non potuit » (2).

Franchissons le chaos des temps Mérovingiens et l'anarchie de l'organisation féodale pour arriver de suite au XII^e siècle. Sous les premiers Capétiens nous voyons maintes fois le Roi s'immiscer dans les querelles des grandes familles féodales et mander devant lui les rivaux pour les soumettre à sa juridiction. Le demandeur venait en personne trouver le Souverain et lui exposait ses réclamations et griefs; le Roi invitait alors les deux parties à comparaître devant sa Cour: c'est ce qu'on appelait *submonere ad justitiam*, *vocare in causam*, ou *citare in curiam*. Par sa semonce le roi indiquait le jour et le lieu où la cause devait être débattue en sa présence (3): c'était une véritable comparution personnelle.

(1) E. Cuq : *Manuel des Institutions Juridiques des Romains* : p. 895.

(2) Dig. l. 2, Lib. II, Tit. I, de Jurisdictione.

(3) A. Luchaire : *Histoire des Institutions Monarchiques de la France sous les Premiers Capétiens*, 2^e éd., T. I, p. 326.

Dans la seconde moitié du XIII^e siècle nous voyons les parties plaider par procureurs dans le Midi qui suit le Droit Romain. Dans les autres régions au contraire, l'influence du droit Romain et du droit Canonique, qui commence seulement à se faire sentir, amène la formation d'une nouvelle procédure qui rejettera les tendances germaniques pour s'inspirer presque exclusivement des deux législations savantes de l'Europe. La procédure s'organise dans les juridictions royales : les écrits se multiplient, les débats et dépositions des parties sont constatés sur une sorte de plumitif appelé « rubrica » ; le rôle des avocats, des procureurs ou des greffiers devient chaque jour plus important. Mais, en règle générale, les parties doivent encore comparaître personnellement « *personaliter constitutæ* » : elles peuvent se faire assister de conseils, mais ceux-ci n'ont pas qualité pour agir en leur nom.

Peu à peu cependant, les plaideurs peuvent se faire représenter par un mandataire porteur de leur procuration : on l'appelle *procurator*, procureur, *attorné* ou *alloué*. Si l'on est demandeur, on ne peut se faire ainsi représenter qu'en vertu de lettres royaux, exception faite pour les personnes morales, telles les communes ou abbayes. Quant au défendeur, il pouvait librement se faire représenter.

En principe cependant, au jour fixé par l'ajournement, les parties devaient comparaître en personne,

(1) Sur cette période voir Tardif : *La Procédure Civile et Criminelle aux XIII^e et XIV^e siècles*.

comme dans l'ancienne procédure germanique, devant un maître délégué à cet effet : c'est ce qu'on appelait la présentation : « coram deputato super recipiendis presentationibus » (ord. de 1344,, ord. 11 227). A la fin du XIV^e siècle, la présentation se faisait au greffe.

La représentation par mandataires, exceptionnelle à l'origine, devint obligatoire à la suite d'une lente évolution. C'est alors que nous voyons les juges éprouver la nécessité de questionner les parties pour recueillir leurs propres explications. L'ordonnance de Villers-Cotterêts d'août 1539, dans son article 37, institue l'interrogatoire sur faits et articles, dont l'organisation est demeurée à peu près telle qu'elle était alors. Mais, chose à retenir, cet interrogatoire était seul admis et les juges ne pouvaient ordonner la comparution personnelle des parties à l'audience pour les questionner publiquement : sauf toutefois en matière commerciale.

L'ordonnance d'avril 1667, en effet, qui interdisait de comparaître devant les Présidiaux ou autres tribunaux d'un ordre plus élevé, autrement que par procureurs, imposait au contraire la comparution personnelle devant les juges et Consuls des Marchands (1).

Jusqu'à la Révolution, aucune ordonnance ne vint modifier ces règles, mais cette prohibition de la comparution personnelle en matière Civile n'avait cependant pas tardé à tomber d'elle-même.

(1) Ord. de 1667, Titre XVI, art. 1 et 2.

A la veille de la Révolution, en 1787, Pigeau pouvait écrire, parlant de la procédure devant les juridictions ordinaires : « Lorsque les juges voient que dans une affaire qui consiste en faits, ils ne peuvent parvenir à la vérité par la plaidoirie ni même par les autres voies qu'il jugeraient à propos d'employer, ils peuvent ordonner que les parties comparaîtront en personne devant eux à l'audience pour y être entendues en présence l'une de l'autre ou séparément s'ils l'estiment plus convenable pour savoir la vérité » (1). Il ajoute qu'autorisée seulement par l'ordonnance de 1667 devant les Consuls, cette voie d'instruction se pratique cependant dans les autres tribunaux, « parce qu'elle est fondée sur la raison qui est la mère de toutes les lois ». Il précise qu'à Paris elle n'était employée qu'à la Chambre Civile et aux Auditeurs ; en province au contraire, on la rencontrait plus fréquemment.

Telle était la situation en 1789. La tourmente révolutionnaire s'abat alors sur les institutions de la Monarchie et tentent d'anéantir le passé. Un décret de la Convention du 3 Brumaire An II va jusqu'à supprimer le privilège des avoués : la comparution redevient personnelle. L'expérience fût lamentable, nous n'insisterons pas.

Passons en 1811 : le Code de Procédure est appliqué, l'instruction des procès est celle que nous connaissons. Parmi les auteurs, nous retrouvons le mê-

(1) Pigeau : *La Procédure Civile du Châtelet et de toutes les Juridictions ordinaires du Royaume*, éd. 1787, T. 1, p. 254.

me Pigeau que nous venons de citer : il parle de la comparution personnelle, à peu de choses près, dans les mêmes termes qu'en 1787 (1). Il précise seulement que « cette voie est autorisée par l'article 119 du Code de Procédure. »

Nous pourrions croire qu'enfin le Code de Procédure a sanctionné l'état de faits existant sous l'ancien régime en écartant expressément la prohibition édictée par l'ordonnance de 1667. Mais si nous parcourons le texte de l'art. 119, nous devons constater qu'il n'en est rien. Ce texte prévoit en effet que le jugement qui ordonnera la comparution en indiquera le jour. C'est tout, c'est insuffisant.

Il faut certes de l'imagination pour voir dans un texte aussi ambigu que cet article 119 placé au titre « Des jugements », la consécration légale d'une procédure autrefois formellement prohibée. Rien ne prouve, en effet, que dans l'esprit du législateur cet article n'ait pas eu pour seul objet de prescrire la mention du jour de la comparution, lorsqu'elle est ordonnée dans les cas prévus par la loi (prestation de serment ou comparution de l'ancien article 241 du Code Civil).

Si l'on s'en rapporte en effet à la discussion au Conseil d'Etat de l'article 119, on constate qu'elle n'a donné lieu à aucune controverse.

Et ce n'est que dans la discussion de l'article 324 relatif à l'interrogatoire sur faits et articles, que l'on

(1) Pigeau : *La Procédure Civile des Tribunaux de France*, éd. 1811, T. I, p. 251.

trouve trace de la comparution personnelle. Mounier ayant demandé que le juge pût ordonner d'office l'interrogatoire, Treilhard lui répondit que le juge pouvait d'office interpellier les parties à l'audience ou même les faire appeler pour s'expliquer. Un peu plus loin nous voyons M. Regnaud (de St-Jean d'Angely), demander que la loi conférât expressément au juge le pouvoir de faire appeler les parties à l'audience (1).

Ces discussions auraient dû aboutir à la rédaction d'un texte formel : or, dans la rédaction définitive du Code de Procédure, il ne se trouve rien qui montre que ces desiderata aient obtenu satisfaction. Peut-on en conclure que ce Code ait admis la comparution personnelle par cet article 119, alors qu'antérieurement celle-ci était expressément prohibée ? Nous en doutons.

Et notre opinion est renforcée par l'article 428 du Code de Procédure qui maintient la règle de l'ordonnance le 1667 en ce qui concerne la comparution personnelle devant les juges consuls.

Ne devrait-on pas voir dans ce texte la confirmation de cette idée que, si les rédacteurs du Code de Procédure avaient bien voulu entériner la situation de fait antérieure à la révolution, en faveur des tribunaux civils, ils l'auraient dit expressément en présence du texte contraire de l'ordonnance de 1667 dont ils reproduisaient d'autre part la règle concernant les Juridictions commerciales.

(1) Procès-verbaux du Conseil d'Etat, séance du 21 Floréal, an XIII, N° 20. Loaré : *Législation Civile, Commerciale et Criminelle de la France*, p. 297, Tome 21.

Malgré cette objection, il est unanimement admis aujourd'hui que l'article 119 du Code de Procédure Civile est le fondement de la comparution personnelle dans notre procédure ; et la Jurisprudence usant de ce moyen d'instruction dont la base légale est si fragile, y trouve l'utilité considérable que nous verrons.

Si nous doutons que l'article 119 du Code de Procédure ait introduit la comparution personnelle dans notre législation, nous n'en pensons pas moins qu'elle doive y être pratiquée. Elle s'impose, en effet, comme Pigeau le disait déjà en 1787, parce qu'elle est fondée sur la raison, mère de toutes les lois.

CHAPITRE III

Procédure de la comparution personnelle devant les Tribunaux civils départementaux

Section I

CAS DANS LESQUELS ELLE PEUT ÊTRE ORDONNÉE ?

*En toute matière — A la requête des parties : pouvoir
discrétionnaire du tribunal ; ou d'office par celui-ci
— En tout état de cause.*

La comparution personnelle est, nous dit un auteur (1) le moyen « le plus prompt, le plus efficace, le « moins dispendieux d'arriver à connaître les dé-
« tails et les nuances des circonstances d'une cause
« qui consiste en faits ». Comment un résultat si in-
téressant pourra-t-il être obtenu ? C'est ce que nous
allons voir en recherchant tout d'abord en quelle ma-
tière une procédure si utile peut être ordonnée.

Le Code ne nous dit rien à ce sujet, pas plus qu'il ne donne d'autres détails sur cet incident de la procédure d'instruction. Affirmons donc tout simplement que puisque cette procédure existe (ce qui n'est contesté par personne) sans qu'un texte en ait limité l'emploi, elle sera possible toutes les fois qu'elle ne contreviendra pas à une disposition formelle de la

(1) Bioche, Dict. Proc. V^e Con Pelle, N^o 1.

loi. — C'est ce qu'admettent tous les auteurs qui se sont occupés de la question et c'est ce que confirme la Jurisprudence.

Un autre principe nous aidera dans nos recherches : à défaut de textes on peut avoir recours à l'analogie, à condition d'en user avec discernement. Or, si la comparution personnelle diffère de l'interrogatoire sur faits et articles quant à sa forme, au fond elle lui est étroitement apparentée ; nous pouvons donc dire, sans crainte de nous tromper, que lorsque les règles posées pour l'interrogatoire ne seront pas incompatibles avec la comparution personnelle, elles devront s'y appliquer. Nous verrons que la forme de ces deux procédures diffère considérablement sur certains points, mais l'on ne peut y trouver aucune différence de fond. La comparution personnelle est, pourrait-on dire, à l'interrogatoire sur faits et articles ce que l'enquête sommaire est à l'enquête ordinaire, compte tenu cependant de ce que la comparution se rencontre aussi bien en matière ordinaire qu'en matière sommaire.

Ces notions, qui peuvent paraître abstraites, s'expliqueront tout au long de cet exposé. Pour commencer, par application de ces règles que nous venons de formuler, nous étendrons à la comparution personnelle l'article 324 du Code de Procédure Civile qui déclare l'interrogatoire possible « en toute matière et en tout état de cause ».

Que la comparution soit possible en toute matière,

Doctrine (1) et Jurisprudence ont été jusqu'ici unanimes à l'affirmer. Elles lui appliquent cet article 324.

Mais la Jurisprudence apporte à bon droit une restriction à cette règle par trop absolue, restriction qui, à vrai dire, n'en atténue guère la portée: elle cesse de recevoir application toutes les fois qu'elle se heurte à des dispositions prohibitives du Code Civil. Il y a en effet des principes absolus qui ne peuvent recevoir de dérogations; c'est ainsi que nous pouvons citer trois cas où la comparution personnelle ne pourra être ordonnée:

1°. — Il n'y aura pas lieu à comparution personnelle sur des faits dont le Code Civil interdit la preuve, par exemple sur l'existence d'une filiation adultérine ou incestueuse ou d'un droit éteint par la prescription trentenaire, ou encore sur des faits contredits par un jugement ayant force de chose jugée.

2°. — Elle ne pourra être ordonnée sur des faits dont la preuve ne peut être autorisée que suivant des formes **particulières** qu'il n'est pas permis d'éluder, comme la falsification d'un acte authentique ou la fausseté des déclarations que l'officier public y a faites de visu et de conditu.

3°. — Enfin les parties ne pourront être questionnées sur des faits qui ne leur sont point personnels: car elles ne pourraient déposer sur ces faits que comme témoins et dans les formes prescrites pour l'enquête.

(1) Notamment Bioche : *loc. cit.*, n° 3.

Compte tenu de ces restrictions dont on ne saurait contester le bien fondé, le juge pourra toujours, dans toute affaire, ordonner la comparution des parties : — peu importe que la preuve testimoniale soit interdite ou soumise à certaines constatations préalables qui pourront résulter de la comparution elle-même (1), par exemple en matière de filiation légitime ou naturelle, en matière d'obligations au-delà de 500 francs...

Peu importe que les faits imputés au comparant soient immoraux ou criminels (2).

Peu importe qu'il s'agisse d'une instance où ne peut jouer la règle « *confessus in jure pro judicato habetur* » (telles les questions d'état, les demandes en divorce ou en séparation de corps). Nous verrons que la comparution personnelle a pour but essentiel d'amener un aveu ; il semblerait donc, à première vue que, l'aveu ne pouvant produire d'effet dans ces instances, la comparution n'y présente plus d'intérêt ; en fait il n'en est pas ainsi et le résultat obtenu pourra être quand même intéressant : si un aveu échappe en effet au comparant, il ne suffira pas à le faire condamner, mais il pourra tout au moins servir à compléter et à contrôler les dépositions des témoins.

En disant que la Jurisprudence était unanime à déclarer la comparution personnelle possible en toute

(1) Bruxelles, 1^{er} décembre 1810, R. V^o interr. s. f. et a n^o 22.

Req. 19 octobre 1925, D.P. 1926-1-89 ; S. 1925-1-313.

Req. 19 octobre 1925, O.P. 1926-1-89 ; S. 1925-1-313.

(2) Liège, 5 avril 1811, R. V^o interr. s.f. et art. n^o 26.

matière, nous avons pris soin d'ajouter « jusqu'ici ». Cette restriction n'existait pas lorsque nous avons rédigé ce chapitre, mais postérieurement nous avons eu connaissance d'un arrêt de la Cour de Douai du 7 décembre 1926 (1), qui prétend limiter singulièrement le champ d'action de la comparution personnelle. Jusqu'à présent, comme nous venons de le dire, de l'avis unanime, la comparution pouvait être ordonnée même lorsque la preuve testimoniale n'était pas recevable : elle était d'ailleurs le moyen couramment employé pour tourner la loi sur ce point, comme nous aurons l'occasion de le voir. Or, par cet arrêt, la Cour de Douai déclare que là où la preuve testimoniale n'est pas admise (dans une action en recherche de paternité, en l'espèce), il doit en être de même de la comparution personnelle ; car si on y procédait, on éluderait par une voie indirecte la prohibition de la preuve testimoniale. Là est toute la question. L'argument de la Cour de Douai a certes une grande valeur juridique, mais cependant nous rejetons sa conclusion qui ne tend rien moins qu'à faire disparaître la comparution personnelle, en lui enlevant tout son intérêt dans les instances où elle est le plus employée. Nous persistons à croire que si la Cour suprême avait à connaître à nouveau de cette question elle persisterait dans sa jurisprudence : bien que discutable peut être du seul point de vue juridique, celle-ci est imposée par les nécessités de la pratique.

(1) La loi n° du 26 janvier 1928.

Ainsi, sauf les trois exceptions précitées, la comparution est possible en toute matière. Voyons maintenant dans quelles conditions elle est ordonnée.

Deux cas sont à envisager :

1°. — Tantôt elle est demandée par l'une des parties ou les deux au tribunal qui l'ordonne à leur requête,

2°. — Tantôt celui-ci peut l'ordonner d'office.

La comparution personnelle diffère en ceci de l'interrogatoire sur faits et articles qui ne peut jamais être ordonné d'office par le tribunal et doit toujours être requis par les parties :

1°. — *Comparution demandée par les parties, pouvoir discrétionnaire du tribunal.*

Les plaideurs auront recours à ce moyen dans certains cas seulement : s'ils n'ont, par exemple, aucune preuve préconstituée, ni aucun témoin ; il n'y a plus alors pour eux qu'un espoir : obtenir de l'adversaire un aveu qui amènera sa condamnation, moyen suprême qui n'est souvent qu'une ressource bien illusoire ! Un autre cas se présente, beaucoup plus intéressant, c'est celui où l'on a des témoins mais où la preuve testimoniale n'est recevable qu'à certaines conditions : la comparution personnelle des parties réalisera ces conditions. Nous étudierons cette hypothèse plus loin ; pour le moment demandons-nous simplement quel sera le pouvoir du tribunal quand il se trouvera en présence des conclusions demandant une comparution personnelle. Devra-t-il toujours l'or-

donner, ou sera-t-il juge de l'opportunité de cette mesure d'instruction ?

La doctrine (1) s'accorde avec une jurisprudence constante (2) pour affirmer le pouvoir discrétionnaire qu'a le juge d'admettre ou de rejeter ce moyen d'instruction. Il y a lieu de remarquer qu'à cet égard sa décision est une question de fait qui ne peut donner ouverture à Cassation (3).

En pratique, quand la demande de comparution sera rejetée, ce sera pour certains motifs précis : par exemple la situation personnelle des parties en cause (4) ou l'absence de précision et la non pertinence des faits (5) (application du principe qui interdit de faire en justice la preuve de faits qu'il est inutile d'établir). Le tribunal peut également la rejeter d'une façon implicite en affirmant qu'il tient pour constant et prouvé le fait que la demande de comparution a pour but de contester (6). Ce ne sont là que des exemples glanés çà et là dans la jurisprudence : ils nous montrent le pouvoir souverain d'appréciation du juge en cette matière : chaque fois que des décisions sont portées devant la Cour de Cassation, la Chambre des Requêtes rejette les pourvois. (Il faut ce-

(1) Bioche : *op. et Vo cit.* N° 4. Carré et Chauveau : *Lois de la Procédure*, T. I. §. 502 ter. Garsonnet et Cèzar-Bru : *Traité théorique et pratique de Procédure*, 3^e édition, T. II, N° 295.

(2) V. notamment Req. 10 Nov. 1879 : D.P. 80-1-390. — Req. 4 Janvier 1886, D. P. 86-1-12. — Req. 29 Oct. 1895 : D. P. 96-1-35. — Req. 30 Décembre 1903. — S. 1906-1-452.

(3) Bruxelles 14 Mars 1827 : R. V° Inst. Civ. N° 100.

(4) Req. 10 Nov. 1879 précité.

(5) Req. 29 Oct. 1895 précité.

(6) Req. 4 Janvier 1886 précité.

pendant observer que si l'on se trouvait dans l'un des cas où des raisons de droit s'opposent à la comparution et si le tribunal l'ordonnait quand même, sa décision pourrait être cassée).

2°. — *Comparution ordonnée d'office par le Tribunal.*

Nous avons dit que le tribunal peut également ordonner d'office la comparution : il peut arriver, en effet, qu'aucune des parties ne la demande ; chacune peut considérer ses preuves comme suffisantes ; elles ne tiennent pas à venir s'expliquer elles-mêmes, préférant laisser à leur avocat le soin de ne pas porter à la connaissance du Tribunal certains faits qu'elles désirent passer sous silence : les juges ne trouvant pas dans les éléments de la cause toute la lumière désirable seront naturellement amenés à mander les parties à la barre. Ce n'est que l'application d'un vieux principe qui est à la base de toute justice. « *Cui jurisdictio data est, ea quoque concessa esse videntur, sine quibus jurisdictio explicari non potuit* (1). — Pour la manifestation de la vérité le juge peut toujours, en principe, ordonner d'office un moyen d'instruction qui n'est pas requis par les intéressés.

Lors de la discussion au Conseil d'Etat de l'article 321 du projet de Code de Procédure (art. 324 du Code), Mounier ayant demandé que le juge pût, comme autrefois, ordonner d'office l'interrogatoire sur faits et articles, s'entendit répondre par Treilhard

(1) Dig I. 2, Lib. II, T. I de Jurisdictione.

que le juge pouvait d'office interpellier les parties à l'audience ou même les faire appeler pour s'expliquer. Ainsi le législateur en rejetant formellement le droit pour le juge d'ordonner d'office l'interrogatoire des parties, lui donnait celui infiniment plus intéressant de les mander devant lui pour les questionner lui-même sans aucune formalité particulière; si bien qu'il ne serait pas impossible que le législateur de 1806 n'ait envisagé qu'un seul cas de comparution personnelle: celle qui est ordonnée d'office par le tribunal, opposée à l'interrogatoire sur faits et articles qui n'aurait été ordonné qu'à la demande des parties.

A quel moment de l'instance la comparution peut-elle être ordonnée ?

« En tout état de cause » répond l'article 324 du Code de Procédure, pour l'interrogatoire sur faits et articles: l'on étendra cette règle à la comparution personnelle.

Elle pourra l'être dès que l'instance sera engagée et la cause mise au rôle, même avant la signification des conclusions au fond. Il est à remarquer qu'avant la discussion contradictoire rien ne démontre que cette mesure d'instruction soit nécessaire ou même utile. Cependant l'art. 324 du Code de Procédure est formel pour l'interrogatoire: il peut être ordonné en tout état de cause; la comparution aura peut-être l'avantage de trancher du premier coup la contestation par l'aveu du défendeur. D'autre part il pourrait y avoir un inconvénient à la retarder: si une parties venait en effet à décéder avant que l'af-

faire ne soit avancée, ses héritiers seuls pourraient être interrogés et rien ne dit que ce puisse être avec le même succès (1); ces raisons invoquées par M. Garsonnet (2) pour l'interrogatoire nous semblent avoir la même valeur théorique pour la comparution personnelle. Nous disons « théorique », car, à vrai dire, pratiquement le tribunal n'ordonnera jamais une comparution personnelle avant d'être saisi du litige au fond, ne fut-ce que par des conclusions banales : nous ne voyons guère comment il pourrait en être autrement.

Jusqu'à quel moment pourra-t-elle être ordonnée ?

Il résulte des termes généraux de l'article 324 du Code de Procédure, que l'interrogatoire peut être ordonné jusqu'à la clôture des débats (mais non après ce moment (3) : rien ne s'oppose à ce qu'il en soit de même pour la comparution personnelle.

Une fois le Ministère public entendu et la cause mise en délibéré, l'instruction se trouve terminée aux termes de l'article 87 du décret du 30 mars 1808, aucune procédure ne peut donc plus, en principe, être faite.

Cependant si au cours de sa délibération, le tribunal jugeait l'instruction insuffisante, il pourrait rouvrir les débats ; mais il devrait alors observer les formes légales : c'est avec raison que la chambre des re-

(1) Req. 8 août 1826. R. V^o Disp. entre vifs et test, n^o 326.

(2) Garsonnet et Cézard Bru, *op. cit.* n^o 288. p. 474.

(3) Rouen, 11 avril 1809. R. V^o interr., s.f. et art. n^o 46.

Req. 30 décembre 1813, R. V^o interr. s.f. et art. n^o 41.

Poitiers, 29 novembre 1831, R. V^o interr., s.f. et art. n^o 42.

quêtes a dans un arrêt du 30 juin 1875 (2), déclaré irrégulière une comparution personnelle ordonnée à titre officieux pendant un délibéré sur une demande en séparation de corps.

Les juges doivent veiller à ce que la comparution n'amène pas de retard dans l'instruction ou dans le jugement ; mais c'est là une pure circonstance de fait laissée à leur appréciation.

Section II

PROCÉDURE PRÉPARATOIRE A LA COMPARUTION

A — LE JUGEMENT QUI L'ORDONNE

Est-il nécessaire ? Son contenu. — En quoi il diffère de celui qui prescrit un interrogatoire sur faits et articles — Sa nature.

Le jugement qui ordonne la comparution personnelle est, sans aucun doute, nécessaire : la seule chose que le Code de Procédure ait prévue, n'est-ce pas précisément son contenu (art. 119).

Et pourtant la pratique, qui tend toujours à simplifier les choses dans l'intérêt des parties, est arrivée à faire admettre que si celles-ci sont présentes, point ne sera besoin d'un jugement pour ordonner leur comparution. Le Président les appellera à la barre et les questionnera sans autre forme de procédure : il y a là une économie de frais et de temps qui n'est pas à dédaigner ; cette façon de procéder est certai-

(2) Req. 30 juin 1875. — D.P. : 76-1-442.

nement irrégulière et cette pratique frustre le Trésor en évitant aux plaideurs le paiement des droits d'enregistrement afférents au jugement. Il n'est pas douteux que si l'une des parties refusait de répondre en invoquant l'irrégularité de la procédure, il faudrait un jugement pour l'y contraindre et pour que son adversaire puisse prendre avantage de son refus. Mais si les intéressés comparaissaient volontairement, ils ne pourraient se prévaloir de l'irrégularité que constitue l'absence de jugement : c'est ce que décide une jurisprudence constante (1).

Il faut d'ailleurs remarquer que si le tribunal entendait ainsi les parties sans jugement préalable et sans que rien dans son jugement postérieur n'indique qu'il ait fait état de la comparution, l'irrégularité ne saurait entraîner la cassation (2) pourvu, bien entendu, que le jugement soit motivé suffisamment par d'autres moyens.

En pratique, et surtout au tribunal Civil de la Seine, il y aura toujours un jugement pour ordonner la comparution, car il est rare que les parties soient présentes à l'audience ; seuls, en général, les avocats s'y trouvent.

Ce jugement, doit être rendu en la forme ordinaire et à l'audience ; que contient-il ?

L'article 119 du Code de Procédure Civile précise

(1) Req. 30 mai 1859, D.P. 59-1-462. Civ. 29 janvier 1896 : D.P. : 96-1-556.

Req. 10 déc. 1902, S. 1903-1-334.

(2) Req. 30 juin 1875 : C.P. 1876-1-442. Req. 5 août 1903 : D.P. 1904-1-22.

qu'il indiquera le jour de la comparution : c'est tout ce qu'il en dit, ce point là est donc certain. C'est en réalité la seule chose que l'on trouvera dans le dispositif. Les dépens seront réservés jusqu'au jugement définitifs.

Quant aux motifs, il n'y en a pas d'autres que celui tiré de l'utilité de cette mesure d'instruction. Le jugement n'a pas à articuler les faits sur lesquels les comparants seront interrogés (1) : c'est là une des différences considérables qui distinguent la comparution de l'interrogatoire sur faits et articles.

Dans le jugement qui ordonne ce dernier, en effet, les faits qu'il s'agit d'éclaircir et les questions à poser doivent être énoncés de façon précise.

Ce n'est pas tout : d'autres caractéristiques différencient les jugements qui ordonnent ces deux mesures d'instruction ; les voici :

Le jugement qui ordonne l'interrogatoire sur faits et articles est rendu à l'audience, mais il n'est pas contradictoire : le Tribunal Périn l'a déclaré expressément, lors des travaux préparatoires du Code de Procédure (2) : on ne signifie pas la requête à la partie à interroger et celle-ci n'est pas appelée avant le jugement. D'où les conséquences suivantes :

1°. — La partie dont l'adversaire demande l'interrogatoire n'est pas admise à discuter les faits articulés et à plaider que la nature du procès, sa propre incapacité ou sa situation dans l'instance s'oppose à

(1) Req. 31 janvier 1905. S. 1905-1-168 : D. P. 1905-1-407.

(2) Locré, T. XXI, p. 624.

l'interrogatoire. Pour protester elle n'aura qu'un moyen : refuser de répondre en motivant son refus ; en plaidant la cause au fond les avocats pourront alors discuter sur l'opportunité de cet interrogatoire.

2°. — La partie dont l'interrogatoire est ordonné ne peut attaquer le jugement, ni par l'appel comme un jugement en premier ressort, ni par l'opposition comme un jugement par défaut et cela pour deux raisons, l'une commune à l'appel et à l'opposition ; c'est qu'on instituerait ainsi le débat contradictoire que la loi a prétendu écarter ; l'autre particulière à l'opposition : c'est qu'un jugement n'est pas rendu par défaut quand l'affaire est jugée en l'absence d'une partie que la loi ne permet pas d'y appeler.

Il n'en est pas de même du jugement qui ordonne une comparution personnelle : ce jugement sera rendu à l'audience en la forme ordinaire, après que les parties auront pu discuter contradictoirement sur la recevabilité de la demande de comparution. Il ne sera cependant pas susceptible d'appel car, en principe, il n'est que simplement préparatoire (1). L'appel serait toutefois possible, si le jugement était interlocutoire, c'est-à-dire si d'une façon ou d'une autre le tribunal préjugait le fond du procès (2). C'est là une question d'espèces : ainsi, est interlocutoire le jugement qui, lorsque le tribunal est saisi de conclusions au fond, prescrit une mesure d'instruction sur

(1) Nîmes, 29 août 1855. Sirey : 56-2-219.

Civ. 1^{er} juillet 1868, D.P. : 68-1-452.

Civ. 15 juin 1870, D.P. : 71-1-162.

(2) Douai 7 décembre 1926 : La Loi N° du 26 janv. 1928.

la nécessité ou la légalité de laquelle il y a litige.

On pourrait interjeter appel d'un jugement qui rejetterait une demande de comparution personnelle, car un tel jugement serait définitif.

Si enfin le jugement ordonnant une comparution était par défaut, il serait susceptible d'opposition (1) dans les termes du droit commun.

B — SIGNIFICATION DU JUGEMENT

Si les parties sont présentes, le jugement sera exécuté immédiatement : il ne sera donc ni levé, ni expédié, ni signifié ; mais alors dans les qualités du jugement définitif, il faudra mentionner toute la procédure antérieure. Nous avons déjà dit qu'il est rare que les parties soient présentes à l'audience : il y aurait donc, en principe, presque toujours lieu de lever le jugement.

Un fois levé le jugement sera signifié, mais à qui ? A avoué seulement ? A partie seulement ? Ou bien à avoué et à partie ? — Les trois thèses ont été soutenues : La signification à avoué est exigée par l'article 147 du Code de Procédure, mais pour certains auteurs la signification à partie est suffisante (2). Les uns prétendent que la signification à avoué est seule prescrite par l'article 147 (3) ; les autres déclarent que la règle qui veut que les jugements de con-

(1) Civ. 3 avril 1900, D.P. : 1905-1-286.

(2) Carré et Chauveau, *op. cit.*, T. I. Q. 502. Rodière : *Cours de Compétence et de Procédure* : 3^e éd., p. 429.

(3) Boitard, Colmet-Daâge et Glasson : *Leçons de Procédure Civile*, 15^e éd., T. I, N^o 305.

damnation soient seuls signifiés à partie reçoit exception pour ceux qui ordonnent une mesure d'instruction à laquelle il sera procédé contre la partie elle-même (1). Enfin un arrêt de la Chambre Civile du 8 décembre 1857 (2) a décidé que le tribunal ne peut passer outre à la décision du fond à l'égard de la partie qui n'a pas comparu, si le jugement ne lui a pas été signifié.

Si l'on signifie à avoué seulement, c'est à l'avoué que l'on fera sommation de faire comparaître son client à l'audience fixée: si l'on a signifié à avoué et à partie la sommation sera faite à la partie directement par exploit d'huissier: on observera alors les délais des articles 72 et 1033.

Nous n'insisterons pas sur ces controverses; car la pratique met les auteurs d'accord par un moyen bien simple: le jugement n'est pas levé et par suite n'a pas à être signifié, ce qui est conforme à l'article 28 du Code de Procédure; Pigeau et Thomine (3) exposaient déjà cette pratique qui est constamment suivie aujourd'hui.

L'avoué du demandeur, avisé du jugement par simple bulletin de greffier, prévient par lettre son client d'avoir à se présenter à l'audience indiquée. Par acte du Palais, il fait sommation à son confrère de faire comparaître sa partie: c'est la pratique suivie au tribunal de la Seine. Il suffirait, d'ailleurs, que les

(1) Boncenne : *Théorie de la Procédure Civile* : T. II, p. 462.

(2) Civ. 8 déc. 1857 : D.P. 1858-1-88.

(3) Pigeau : *Comment.* T. I, p. 283. Thomine-Desmazures : T. I, p. 235, cités par Carré et Chauveau, *op. cit.* q : 502.

avoués préviennent respectivement leurs clients par lettre.

Cette pratique procure une économie de frais et de temps fort appréciable si l'on tient compte du coût des actes d'huissier d'une part et du délai nécessaire à la délivrance de la grosse d'autre part.

Il serait toutefois prudent de lever et de signifier le jugement, si l'on craignait que l'adversaire ne veuille pas comparaître. Il peut en effet arriver que ce jugement soit attaquant pour quelque cause de nullité qu'il importe de ne pas couvrir en comparissant ; une exception d'incompétence, une fin de non recevoir, pourraient être compromises par la comparution, qui vaut acquiescement au jugement qui l'ordonne.

Il est bon, en tout cas, que l'avoué prévienne son client qu'un défaut de comparution pourra faire naître dans l'esprit des magistrats des doutes sur sa bonne foi et faire ajouter plus de confiance aux explications de l'adversaire (1).

Nous avons dit précédemment que les faits sur lesquels la partie sera interrogée ne sont pas articulés au jugement qui ordonne la comparution ; en conséquence ces faits ne lui seront pas signifiés d'avance, comme cela se passe pour l'interrogatoire sur faits et articles. Le comparant ignorera donc complètement les questions qui lui seront posées et devra y répondre spontanément sans avoir pu préparer ses

(1) Bioche, *loc. cit.* n° 12.

réponses : c'est là une excellente garantie de sincérité de celles-ci.

Section III

LA COMPARUTION

Qui comparait ? devant qui ? Constatation des réponses

A — QUI COMPARAIT

Comme la dénomination de cette procédure l'indique, ce sont les parties elles-mêmes et elles seules dont la comparution puisse être ordonnée. On n'aurait pas le droit d'interroger un tiers en l'assignant à comparaître à l'audience : il ne pourrait être entendu que dans les formes de l'enquête et aux conditions prescrites pour cette procédure d'instruction (1). Citer un tiers à comparaître à l'audience serait faire indirectement une enquête sans suivre les formalités exigées par la loi, sans tenir compte des restrictions apportées par elle à ce mode de preuve ; ce serait notamment priver les parties du droit de reprocher ce tiers ou de s'opposer à son audition (2) : si elles tiennent à son témoignage, et si, en outre, elles se trouvent dans un cas où la preuve testimoniale est autorisée, elles devront demander une enquête. Toutefois si ce tiers est intéressé dans l'ins-

(1) Bordeaux, 24 janvier 1849 : D.P. 49-2-159.

Req. 25 nov. 1861 : E.P. : 1862-1-131.

Bordeaux, 22 mai 1862 : D.P. : 62-5-30.

(2) Poitiers, 18 janvier 1831 : R. V^o obligations n^o 461.

tance (1) elles pourront le mettre en cause: en ce cas seulement il lui sera possible de comparaître personnellement comme toute autre partie, à l'effet de fournir au tribunal tous renseignements intéressants pour la solution du procès (2).

Par application de ce principe de la seule comparution possible des parties en cause, il a été jugé qu'on ne peut réclamer en appel la comparution personnelle d'une partie qui a acquiescé au jugement de première instance et qui n'a pas été intimée, qui ne figure donc pas à l'instance d'appel (3).

Et cependant si le tiers dont la comparution a été ordonnée illégalement se présentait et donnait des éclaircissements sans aucune opposition des parties et si le jugement en faisait mention, il n'y aurait pas nullité (4). Il en serait surtout ainsi en matière sommaire, car l'enquête sommaire ne diffère guère de la comparution personnelle. Le Code de procédure a prévu en effet pour l'enquête, en cette matière, une procédure qui a une certaine analogie avec la comparution personnelle: les témoins viennent s'expliquer en public à l'audience au jour fixé par le jugement qui a ordonné l'enquête: la seule différence est dans l'articulation au jugement des faits dont la preuve est recherchée.

(1) Si l'instance ne l'intéressait pas, on ne saurait le mettre en cause (Req. 25 Nov. 1861 précité).

(2) Caen, 6 mars 1847, S : 1848-2-191 ; Nîmes, 29 août 1855 et Trib. Le Vigan, 18 août 1854, S. : 1856-2-219.

(3) Bordeaux, 8 décembre 1846, J. des Tr., T. 72, p. 431.

(4) Bioche, Dict. Proc. V^o Con P^{elle} N^o 5.

Mais il reste bien entendu que le tiers qui ne comparait pas, ne serait pas passible de l'amende prévue par l'article 263 du Code de Procédure pour le témoin défaillant.

Il suffirait d'ailleurs de l'opposition d'une seule des parties pour faire obstacle à son audition.

En principe les parties seront donc les seules personnes dont la comparution pourra être ordonnée; mais de quelle partie s'agit-il ?

Le juge peut-il n'ordonner la comparution que d'une seule des parties ?

Rauter dans son Cours de Procédure Civile (N° 225) a soutenu la négative en se basant sur les termes mêmes de l'article 119 du Code de Procédure qui parle de la comparution *des* parties.

C'est cependant la solution contraire qui a prévalu, et avec raison. Cet argument de texte ne tient pas si l'on compare l'article 119 en question à l'article 324 qui parle de l'interrogatoire sur faits et articles *des* parties : pourtant l'interrogatoire d'une des parties n'entraîne pas nécessairement celui de l'autre; on lui réserve simplement le droit de venir elle-même fournir des explications au tribunal. Celui-ci aura donc la possibilité de mander à sa barre toutes les parties ou l'une d'elles seulement; l'autre restera en ce cas libre de se présenter d'elle-même pour discuter les déclarations de son adversaire et donner des précisions de nature à modifier l'impression faite par elles sur le juge.

Toute partie pourra comparaître en personne :

qu'elle soit principale, intervenante, ou même simplement intéressée dans la cause.

Comme partie simplement intéressée, nous citerons le mari qui ne figure au procès que pour autoriser sa femme. (Cette question a été jugée à propos de l'interrogatoire sur faits et articles (1) et il n'est pas douteux que la solution donnée à son sujet doive être étendue à la comparution personnelle).

De même la femme commune, bien que représentée par son mari dans les affaires relatives aux biens dépendant de la communauté, est assez intéressée au procès pour qu'on la traite comme si elle était partie : elle peut d'ailleurs, en fait, être assez au courant de l'administration de la communauté pour fournir d'utiles renseignements (2).

Certains auteurs s'accordent à déclarer que la comparution personnelle ne peut être ordonnée qu'autant que les parties sont majeures et maîtresses de leurs droits, la capacité d'aliéner étant nécessaire pour faire un aveu valable (3).

Mais nous ne sommes pas de cet avis : si un mineur est le seul à pouvoir fournir d'utiles renseignements, pourquoi ne pourrait-il pas venir s'expliquer lui-même à la barre dans les causes où il est partie ?

(1) Rodière, *op. cit.*, T. I, p. 429. Paris 3 juin 1812, R. V^o interr s.f. et art. n^o 18.

(2) Garsonnet et Cézard Bru : *op. cit.*, T., II, p. 423, note 24 ; Bioche : *op. et V^o cit.*, n^o 34 ; Boitard-Colmet-Daage et Glasson : *op. cit.*, T. I, N^o 522 ; Rodière (*op. et loc. cit.*), au contraire, refuse à la femme le droit de comparaître en pareil cas.

(3) Garsonnet et Cézard Bru : *op. cit.* § 794, note 9 ; Bioche, *op. et V^o cit.* n^o 7.

L'on objectera que la règle « *confessus in jure pro judicato habetur* » ne s'applique pas au mineur, qu'en conséquence la comparution ne peut présenter aucun intérêt, l'incapable ne pouvant compromettre ses droits. Il est parfaitement exact qu'un mineur n'a pas le pouvoir de reconnaître le bien-fondé d'une demande, pas plus qu'il ne peut acquiescer à un jugement : c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il n'y a pas lieu à tentative de conciliation dans les causes intéressant les incapables (1).

Mais si l'aveu est le but principal recherché par la comparution, il n'en est pas une condition *sine qua non* : de même que nous admettons la comparution personnelle dans les instances où ne peut s'appliquer la règle « *confessus in jure* », celles relatives à l'état des personnes par exemple, de même nous l'admettrons pour toutes les parties à qui cette même règle ne peut s'appliquer : elles pourront fournir de simples renseignements ; le tribunal de son côté, devra tenir compte de la capacité du comparant pour apprécier ses réponses.

Ce qui nous autorise à soutenir cette opinion, c'est l'article 336 du Code de Procédure Civile relatif à l'interrogatoire sur faits et articles dans les instances où une administration publique est partie : cet article prévoit la nomination, par l'administration, d'un mandataire spécialement chargé de formuler devant le juge les réponses expressément consignées au pouvoir en bonne et due forme qui lui est donné à cet

(1) Art. 49, 1^o, du *Code de Procédure Civile*.

effet. C'est un procédé d'instruction qui ne peut en principe s'appliquer à la comparution personnelle en raison de la non-articulation des faits.

Maïs l'article 336 Code Pr. Civ. ajoute que le juge peut interroger ce mandataire sur les faits qu'il connaît personnellement, sans que ses réponses puissent faire pleine foi, car il n'a pas pouvoir de passer des aveux. Le juge y aura, dit l'art. 336 « tel égard que de raison ».

Etendons, en passant, ce paragraphe de l'article 336 à la Comparution Personnelle : disons que le tribunal pourra mander à sa barre les représentants des représentants des administrations en cause et les questionner sur les faits qu'ils connaissent personnellement, quitte à avoir pour leurs déclarations tel égard que de raison.

Si un représentant qui n'a pas capacité de passer des aveux peut cependant être questionné, pourquoi un mineur ne pourrait-il pas l'être, ses déclarations ayant évidemment la même valeur relative ?

Par application de la même idée nous admettons la comparution personnelle :

Des administrateurs pour une société anonyme.

Du syndic pour la masse des créanciers d'un commerçant en faillite,

De tous les membres d'une société en nom collectif

Ou d'un gérant délégué par eux à cet effet,

Des commandités pour les sociétés en commandite.

Enfin les représentants des incapables pourront de

même être questionnés sur les faits relatifs à leur gestion.

Dans chacun de ces cas la valeur relative des déclarations devra être considérée subjectivement : c'est ce que nous verrons plus loin quand nous étudierons la valeur des aveux obtenus par la comparution.

B — FORME DE LA COMPARUTION
DEVANT QUI A-T-ELLE LIEU ? A L'AUDIENCE
EN CHAMBRE DU CONSEIL
DEVANT UN JUGE COMMISSAIRE

Tout d'abord le cas normal de la comparution personnelle c'est celui où les parties comparaissent à la barre du tribunal, devant les trois juges qui le composent et qui seront appelés à statuer au fond. Elles pourront être interrogées par le Président, soit en présence l'une de l'autre, soit séparément ; le Président pourra les confronter pour essayer de faire ressortir, de leurs explications contradictoires, tous les éclaircissements désirables sur les divers points de détail de l'affaire.

Comme le nom de cette procédure l'indique, c'est en personne que les parties doivent comparaître : un mandataire ne saurait les représenter (1), à moins qu'il ne s'agisse de parties légalement représentées à l'instance par un tel mandataire. Elles peuvent être assistées de leurs avocats et le sont généralement : il faut reconnaître que la spontanéité de leurs déclarations ne peut qu'y perdre.

(1) Juge de Paix de Forcalquier, 14 mai 1883 : D.P. 84-3-8.

Les parties doivent répondre et s'expliquer sans pouvoir lire aucun projet de réponse par écrit ; chacune d'elles a le droit d'interpeller l'autre par l'organe du Président.

La comparution peut avoir lieu également en Chambre du Conseil (1) ; le principe de la publicité des plaidoiries et des jugements ne s'applique pas en effet à un simple mode d'instruction (2). Le tribunal est seul juge de l'opportunité de la publicité à donner à la comparution.

Dans les deux cas, à l'audience publique ou en Chambre du Conseil, les trois juges se rendront compte par eux-mêmes de l'attitude des comparants.

Mais le tribunal peut-il commettre un juge du siège à l'effet d'entendre les parties ? A première vue on est tenté de répondre non, car, ainsi que nous venons de le dire et comme nous y insisterons plus loin, l'intérêt de la comparution réside essentiellement dans l'audition des comparants par tous les juges appelés à statuer. Il est pourtant admis que le tribunal peut déléguer un de ses juges à l'effet de recevoir les explications des plaideurs : cela décharge son audience : puisque l'article 428 C. Proc. Civile autorise cette façon de procéder en matière commerciale, on ne voit pas pourquoi on ne l'admettrait pas en matière

(1) Civ. 29 janvier 1896 : D.P. 96-1-556.

(2) Civ. 12 mars 1879 : D.P. 1879-1-272 ; Req. 4 janvier 1886 : D.P. 86-1-12 ; Req. 29 oct. 1895 : D.P. 96-1-35 ; Voir cependant Req. 30 juin 1875, précité qui a déclaré irrégulière une comparution en Chambre du Conseil ordonnée il est vrai pendant un délibéré et sans jugement (C.P. 76-1-1442).

Civile. Mais, à notre avis, il ne faudrait en user qu'exceptionnellement. En tout cas il faut observer que le juge commis doit siéger à l'audience où le jugement définitif est rendu, afin de faire part à ses collègues des résultats de la comparution. Si ce juge vient à décéder, ou à être remplacé avant le jugement au fond, le tribunal devra, par un nouveau jugement, ordonner une nouvelle comparution (1).

La comparution pourra ne pas avoir lieu devant un juge du siège s'il y a lieu à commission rogatoire. Lorsque les parties ou l'une d'elle sont trop éloignées et si aucune ne demande l'interrogatoire sur faits et articles par commission rogatoire, le tribunal ne pourra l'ordonner d'office. Il sera libre alors de charger un tribunal voisin, un juge ou même un juge de Paix de faire comparaître les parties devant eux, car il n'y a aucune raison de ne pas appliquer ici l'article 1035 du Code de Procédure qui pose un principe absolument général.

Enfin si l'une des parties se trouve dans l'impossibilité de comparaître devant le tribunal, celui-ci pourra déléguer un juge à l'effet de recueillir ses explications à son domicile (2).

Quand les parties auront été entendues, la discussion s'engagera entre les avocats, à l'audience, sur les inductions que l'on peut tirer de leurs réponses : si elles ont comparu à l'audience publique ou même en chambre du Conseil, cette discussion pourra, en

(1) Req. 24 avril 1901 : D.P. 1901-1-444.

(2) Trib. Marseille 22 Février 1888 : Rec. d'Aix ; 1889-2-140.

général, s'engager immédiatement à l'audience, et le jugement définitif pourra être rendu sur l'heure; mais si la comparution n'a eu lieu que devant un juge, la discussion n'aura lieu que plus tard, dans les termes des réponses consignées au procès-verbal, lequel sera alors indispensable.

C — CONSTATATION DES RESULTATS DE LA COMPARUTION

Un procès-verbal doit-il être rédigé ? — Valeur en appel des constatations contenues dans les motifs du jugement.

Pour constater les résultats d'un interrogatoire sur faits et articles un procès-verbal est toujours dressé: c'est en effet un juge commissaire qui procède à cet interrogatoire: le seul moyen d'en porter les résultats à la connaissance du tribunal entier, c'est de les constater par un procès-verbal reproduisant fidèlement les réponses faites par l'interrogé. Dans ce procès-verbal, le tribunal pourra puiser tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Un procès-verbal sera exigé, par raison d'analogie, toutes les fois que la comparution personnelle n'aura pas lieu devant le tribunal entier, qu'elle soit renvoyée devant un juge du tribunal saisi de la demande ou devant un juge d'un autre tribunal par commission rogatoire. Il a été jugé, d'autre part, que si l'un des magistrats appelés à statuer au fond n'a pas assisté à la comparution, et s'il n'a pas été dressé procès-verbal de celle-ci le tribunal ne peut fonder son

jugement sur des aveux faits par les parties lors de cette comparution (1).

Si les parties comparaissent devant le tribunal tout entier, ce qui est la règle en pratique, la rédaction d'un procès-verbal sera inutile: c'est alors dans le jugement définitif que l'on trouvera trace de cette comparution.

Si le tribunal, se bornant à former sa conviction d'après les actes du procès, ne fondait pas son jugement sur les explications fournies lors de la comparution, il pourrait fort bien ne pas en faire mention (2).

Mais si son jugement est fondé sur les déclarations des comparants, celles-ci devront être énoncées dans les motifs: cette formalité était déjà exigée dans l'ancienne législation, où cependant l'insertion des motifs n'était pas obligatoire, afin qu'en cas d'appel on pût opposer au comparant ce qu'il avait déclaré à l'audience.

Quand le jugement sera en dernier ressort, susceptible seulement de pourvoi en Cassation, le Président devra énoncer avec soin dans les motifs tout ce qui, dans les réponses des parties, a motivé la décision; car la Cour de Cassation, ne statuant qu'en droit, pourra seulement rechercher si, les déclarations étant celles qui sont rapportées, le tribunal a bien jugé, en en tirant les conséquences qu'il en a déduites.

(1) Poitiers 12 juin 1856 : D.P. 1856-2-190.

(2) Montpellier 21 janvier 1854 : D.P. 1855-2-265.

Si le jugement est susceptible d'appel, il sera bon également que l'énonciation soit suffisante pour permettre à la Cour d'y trouver, au besoin, les éléments indispensables d'appréciation. Les juges d'appel pourront, en effet, valablement statuer sans ordonner une nouvelle comparution : ils le pourront, bien que les premiers juges n'aient pas dressé procès-verbal de la comparution des parties, si leurs explications sont reproduites en substance dans le jugement (1).

Mais si les premiers juges n'ont constaté le résultat de la comparution ni dans leur jugement ni dans un procès-verbal séparé, ce ne sera pas toujours grave, car les juges d'appel pourront à leur tour ordonner la comparution, avant faire droit (2).

Néanmoins, d'après une certaine jurisprudence, un jugement basé sur le résultat de l'audition des comparants et qui ne contiendrait aucune énonciation pouvant tenir lieu de procès-verbal, pourrait être annulé (3).

Et un arrêt de la Cour de Cassation du 26 juillet 1841 (4) a jugé que, lorsque le tribunal devant lequel a eu lieu la comparution, déclare dans son jugement que l'une des parties n'a pas justifié un fait par elle allégué, la Cour d'Appel ne peut, sans excéder ses pouvoirs, faire résulter la justification de ce fait des explications données en première instance par les

(1) Toulouse, 7 décembre 1882 : *Rec. Gaz. Pal.* 1883-1-23.

(2) Nîmes 18 novembre 1890 ; *Gaz. Tribunaux* du 28 Janvier 1891.

(3) Poitiers 18 janvier 1891, *R. Gaz. Pal.* 91-1-296.

4) S. : 1841-1-836.

parties. En ce cas elle doit ordonner une nouvelle comparution.

De même la Cour de Lyon a, par un arrêt du 22 novembre 1854 (1), décidé que les déclarations des parties à l'audience du tribunal de première instance ne peuvent constituer pour les juges d'appel un commencement de preuve par écrit qu'autant que les termes de ces déclarations ont été recueillis et constatés. Elle considère qu'on ne saurait attacher une telle valeur à celles que les premiers juges disent avoir été faites, sans en retracer ni le sens ni les termes et sans permettre, par conséquent, au juge d'appel d'en apprécier la portée.

Ces considérations nous amènent à envisager une question plus théorique peut-être que pratique, mais cependant intéressante (2).

Imaginons un cas d'espèce où, après la comparution, l'affaire est mise en délibéré et le jugement renvoyé à une date plus ou moins éloignée : Ce jugement est fondé sur un aveu, ou bien il reconnaît un commencement de preuve par écrit dans les déclarations des parties, que ses motifs rapportent d'ailleurs en substance.

L'intéressé fait appel, motif pris de ce que les juges se seraient trompés : ayant rendu leur jugement un certain temps après la comparution ils ont confondu, prétend-il, et ont cru trouver un commencement de preuve là où il n'y avait rien de tel.

(1) S. : 1855-2-44.

(2) V. sur cette question l'article de M. Lafontaine : *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, T. XIII, 1858, p. 569 et s.

Admettons même qu'une nouvelle comparution soit ordonnée par la Cour, mais qu'elle donne d'autres résultats que ceux de la comparution ordonnée en première instance.

L'intimé soutiendra que l'aveu fait devant les premiers juges, ou le commencement de preuve par écrit trouvé par eux, conservent toute leur valeur et que la Cour doit les tenir pour acquis. Quelle sera la situation de l'appelant ? lui suffira-t-il d'établir le contraire, et de prouver par témoins qu'il n'a jamais prononcé à l'audience les paroles qui lui sont attribuées ? Devra-t-il aller plus loin et agir par voie d'inscription de faux contre les énonciations contenues au jugement rendu en premier ressort ?

En un mot quelle est la valeur des constatations faites par le Président dans les motifs de son jugement ? — Constituent-elles un acte authentique ?

Reportons-nous à la définition des actes authentiques (art. 1317 — 1318 C. Civ.). Pour être authentique, l'acte doit être dressé par l'Officier compétent et capable, avec les solennités requises.

Qui donc est compétent et a capacité pour constater les déclarations des parties ? Est-le Président ? Nous en doutons :

Aucun texte ne lui attribue cette faculté, jamais il n'a eu un pouvoir de ce genre ; mais il y a quelqu'un dont la fonction essentielle est de constater les incidents d'audience et d'en dresser procès-verbal : c'est le greffier. Il est l'auxiliaire du juge, spécialement chargé d'écrire tout ce que lui dicte celui-ci, tout ce

qu'il dit. C'est lui qui recueille et rédige les réponses des témoins dans une enquête; c'est lui qui, dans l'interrogatoire sur faits et articles, note les réponses de la partie interrogée. C'est lui enfin qui, dans les enquêtes sommaires, recueille le résultat des dépositions des témoins. Or la comparution personnelle n'est-elle pas à l'enquête sommaire, nous l'avons déjà dit, ce qu'est l'interrogatoire sur faits et articles à l'enquête ordinaire, avec cette différence que la comparution personnelle se rencontre aussi bien dans les affaires ordinaires que dans les affaires sommaires. Puisque c'est le greffier qui note les réponses des témoins dans les enquêtes ordinaires et sommaires, et des parties dans l'interrogatoire sur faits et articles, pourquoi ne serait-ce pas lui qui noterait celles du comparant dans la comparution personnelle ?

Pour l'enquête sommaire, le législateur a prévu la difficulté: s'il se contente de l'énonciation des réponses dans les motifs quand le jugement est en dernier ressort (art. 410 C. Proc. Civ.), il exige un procès-verbal s'il est en premier ressort (art. 411 C. Proc. Civ.). — Pourquoi n'appliquerait-t-on pas ces règles si simples à la comparution personnelle ?

Pourquoi n'exigerait-on pas un procès-verbal rédigé par le greffier, au besoin sous la dictée du Président et le contrôle des intéressés qui devront le signer.

Chacun a en effet des fonctions nettement déterminées: nul ne peut contester que seul le greffier a qualité pour conférer l'authenticité à l'écrit qui constate ce qui se passe à l'audience.

De ces remarques nous devons conclure que la partie pourrait simplement contester les réponses consignées dans les motifs du jugement. Il lui suffirait d'en faire la preuve contraire, sans avoir besoin de recourir à la procédure d'inscription de faux.

Il y a là évidemment une situation regrettable qui, fort heureusement, est surtout théorique et ne peut guère se rencontrer en pratique, car elle suppose soit une erreur de la part des juges, ce qui n'est guère à craindre, soit plutôt la mauvaise foi d'un plaideur qui s'efforce de rattraper un aveu qui lui a échappé. D'autant plus que, lorsque la discussion viendrait en appel, les juges de première instance auraient depuis longtemps oublié l'affaire et seraient bien incapables de se souvenir exactement de ce qui s'est passé à la barre, s'il était possible de le leur demander.

Nous avons tenu à attirer l'attention sur ces points car ils soulignent l'utilité qu'il y aurait à faire dresser un procès-verbal par le greffier. Cette manière de procéder, sans présenter aucun inconvénient, n'aurait que des avantages et cette solution nous semble être tout indiquée par analogie avec l'enquête sommaire. Le greffier pourrait d'ailleurs n'être tenu de cette obligation que dans les instances susceptibles d'appel, sa nécessité ne se présentant plus lorsque le jugement à intervenir serait en dernier ressort.

CHAPITRE IV

Résultats de la comparution — Leur valeur probante

Les résultats de la comparution dépendront de l'attitude de la partie appelée à comparaître : celle-ci peut, en effet, accéder au désir des juges ou faire défaut ; si elle comparaît, elle peut répondre ou refuser de répondre : si elle répond c'est en termes plus ou moins catégoriques ; refuse-t-elle de répondre, c'est d'une façon péremptoire, ou en contestant le bien fondé du jugement qui a prescrit la comparution.

Nous examinerons successivement chacun de ces cas. Mais, pour commencer, nous joindrons, afin d'éviter des répétitions, l'étude du défaut de la partie appelée à comparaître à celle de son refus de répondre ; on ne distingue pas en effet, en général, leurs résultats ; c'est un tort d'ailleurs, comme nous aurons à le démontrer.

Prenant ensuite le cas, beaucoup plus intéressant, où, comparaissant, le plaideur est amené à faire des déclarations, nous analyserons ces déclarations, recherchant ainsi leur valeur probante ; nous avons dit, en effet, que la réponse peut être plus ou moins catégorique : c'est exact. Chaque réponse a une valeur propre et doit être étudiée essentiellement de façon subjective. Une classification est cependant possible,

si l'on s'attache à la valeur des réponses eu égard à la recevabilité de l'aveu suivant la nature des instances et en tenant compte des règles restrictives qui régissent l'admissibilité de la preuve testimoniale.

Quelquefois la comparution aboutira à un aveu, qu'il soit recevable ou non ; ce sera assez rare, reconnaissons-le. Le plus souvent il n'y aura pas d'aveu ; mais le juge trouvera dans la comparution un commencement de preuve par écrit rendant admissible la preuve testimoniale dans les conditions prévues par l'article 1347 du Code Civil ; ou bien, si nous nous trouvons en présence d'un litige mettant en jeu une question de filiation, ce sera le commencement de preuve par écrit, particulier à cette matière.

Enfin, dans le cas particulier de la filiation légitime, la comparution pourra procurer les « présomptions et indices graves résultant de faits dès lors constants » exigés par l'article 323 du Code Civil.

Nous soupçonnons ainsi la richesse d'application de la comparution personnelle, l'étendue sans limites de son domaine ; nous allons maintenant reprendre chacun des cas que nous venons d'énumérer : nous étudierons en premier lieu le défaut de comparution et le refus de répondre aux questions des juges.

Section I

DÉFAUT DE COMPARUTION — REFUS DE RÉPONDRE :

LEUR SANCTION

Nous écarterons, pour commencer, le cas où le dé-

faillant a un motif légitime d'empêchement ; une remise pourra alors lui être accordée. C'est la solution admise pour l'interrogatoire sur faits et articles (1) ; il n'y a aucune raison de ne pas l'étendre à la comparution personnelle.

De même, au cas où il serait établi que le défaut de comparution a été involontaire, le juge ne pourrait tenir les faits pour avérés ; mais il serait libre d'ordonner à nouveau la comparution.

Quand au plaideur qui refusera volontairement de se soumettre à cette mesure d'instruction, quelle sera la sanction de son attitude ?

S'il s'agit de l'interrogatoire sur faits et articles, les juges sont autorisés en pareil cas, de par l'article 330 du Code de Procédure, à tenir pour avérés les faits allégués contre la partie non comparante : cette solution a été admise pour la comparution personnelle par un arrêt de cassation du 19 février 1812 (2) ; elle paraît avoir été adoptée par la majorité des anciens auteurs.

On admettait seulement qu'en matière de comparution personnelle le juge devait se montrer plus circonspect que lorsqu'il s'agissait d'un interrogatoire sur faits et articles pour exercer son pouvoir d'appréciation ; car la partie défaillante ignore les faits sur lesquels le tribunal compte la questionner, faits qui ne lui sont pas signifiés, tandis que le jugement ordonnant un interrogatoire les lui fait connaître

(1) Bruxelles 11 février 1809, R. V^o interr. s.f. et art. n^o 73.

(2) Civ. 19 février 1812, R. V^o Instr. Civ. N^o 102.

par avance. Le défaut de répondre à l'injonction de la justice devait donc, à son avis, être interprété plus difficilement comme un aveu, dans le premier cas que dans le second (1).

D'après cette manière de voir, le juge avait donc le pouvoir de tenir les faits pour avérés ; il n'y était d'ailleurs pas obligé.

Mourlon et Naquet (2) ont été les premiers à refuser au juge le droit de tenir les faits pour avérés par cela seul que la partie ne s'est pas présentée à la comparution ordonnée, sauf à tirer de cette circonstance une présomption de nature à autoriser la délation du serment supplétoire à l'autre partie.

Nous sommes entièrement de leur avis, contrairement à l'opinion de la Cour de Rennes qui, par arrêt du 13 août 1828 (3), admettait que le défaut de comparution pouvait suffire à tenir pour avérés des faits qui auraient eu pour résultat de détruire une reconnaissance constatée par un acte authentique produit dans la cause par la partie non comparante.

Non seulement nous n'admettrons pas qu'un juge puisse se croire autorisé à considérer comme probante de certains faits l'attitude négative d'un plaideur qui s'abstient de venir s'expliquer sur ces faits, celui-ci ignore en effet de quelle manière sera interprétée son attitude et le juge, de son côté, n'a aucun moyen de connaître ni d'apprécier les raisons qui motivent

(1) Bioche, *loc. cit.* n° 19 ; Bonnier, *Traité des Preuves* 384, Trib. de Paix de Forcalquier, 14 mai 1883 : D.P. 84-2-28.

(2) Répétitions écrites sur le Code Procédure, 5^e édition, p. 411.

(3) Rennes, 13 août 1828 ; R. V^o Instr. Civ. N° 102.

cette abstention ; mais nous admettrons moins encore que les faits ainsi tenus pour avérés, puissent, comme le prétend cet arrêt de la Cour de Rennes, avoir pour résultat de détruire une reconnaissance contatée par un acte authentique produit dans la cause par la partie non comparante (un contrat de mariage, en l'espèce). Il y a là un abus évident qui ne tend rien moins qu'à détruire la partie la plus solide et la plus justement fondée du système de preuve si formaliste échafaudé par le Code Civil. Nous verrons seulement, plus loin, comment la rigueur de ce système de preuve, en ce qu'elle a d'excessif alors, sera atténuée, avec raison et succès par la jurisprudence : elle y parviendra en trouvant dans la comparution personnelle un commencement de preuve par écrit.

Nous dirons donc, contrairement à la généralité de la doctrine et à cet arrêt de 1828 de la Cour de Rennes, mais d'accord avec Mourlon et Naquet, que la règle posée par l'article 330 du Code de Procédure Civile pour l'interrogatoire sur faits et articles ne peut s'appliquer à la comparution personnelle.

La situation, en effet, n'est pas la même pour la comparution personnelle que pour l'interrogatoire sur faits et articles. L'article 330 s'explique pour l'interrogatoire par ce motif que les faits sur lesquels elle sera interrogée étant articulés et signifiés à la partie, celle-ci sait parfaitement quelle interprétation sera donnée à son attitude ; si elle préfère se soustraire à l'interrogatoire, c'est en connaissance de cause qu'elle le fait : elle est pleinement en mesure d'apprécier la responsabilité qu'elle assume,

Il en est tout autrement, au contraire, pour la comparution personnelle. Le jugement qui l'ordonne n'énonce pas, avons-nous dit, ce qui sera demandé aux comparants ; comme il n'articule aucun fait précis, il apparaît évident qu'aucun fait précis ne peut se trouver établi par la mauvaise volonté que met un plaideur à répondre à l'injonction du tribunal. Il faut remarquer d'ailleurs, que si le juge n'a pas d'autres éléments d'appréciation il ne peut juger les motifs de l'attitude du défaillant. En conséquence, à notre avis, devrait être infirmé en appel, un jugement motivé uniquement par le défaut d'une partie sur une comparution ordonnée par un précédent jugement.

Mais si le juge ne peut considérer comme prouvés les faits sur lesquels il avait l'intention d'interroger celui qui fait défaut, il n'en reste pas moins qu'il lui sera cependant loisible de tirer de son refus de comparaître une présomption contre lui. Cette présomption sera plus ou moins forte selon les circonstances : le juge pourra certainement s'en autoriser pour déférer à l'autre partie le serment supplétoire (1).

C'est cette solution très raisonnable qu'a admise plus tard la même Cour de Rennes dans un arrêt du 1^{er} Mars 1900 (2). Elle déclare que la faculté reconnue au juge de tenir les faits pour avérés vis-à-vis de la partie défaillante ou refusant de répondre à un interrogatoire sur faits et articles dont elle a eu officiellement connaissance, ne peut s'exercer par analo-

(1) Bioche, *op. et loc. cit.*, n° 19.

(2) Rennes, 1^{er} mars 1900 : D.P. 1901-1-444.

gie à l'encontre du plaideur qui fait défaut sur l'injonction de la justice ordonnant, en termes vagues et sans préciser aucun fait, une simple comparution personnelle, que dans des cas tout à fait exceptionnels; cette faculté doit être restreinte le plus possible, sauf au juge à tirer de la morosité du défaillant une présomption contre lui.

« Considérant, lisons-nous dans cet arrêt, que si la jurisprudence est allée jusqu'à admettre que la faculté laissée au tribunal par l'article 330 peut être étendue à cette hypothèse, il est certain que cette faculté constitue alors un pouvoir dangereux qui ne doit tout au moins s'exercer que dans des cas tout-à-fait exceptionnels, ne pouvant laisser aucun doute dans l'esprit du juge et qu'il y a lieu de le restreindre le plus possible ».

Nous ne connaissons pas d'arrêt plus récent sur ce point; mais il semble que la Jurisprudence doive s'engager définitivement dans cette voie qui est certainement la plus juridique. Il y aurait même lieu, à notre avis, d'aller plus loin dans l'analyse de la question et de distinguer le défaut de comparution du refus de répondre. Ce que nous venons de dire s'appliquerait alors intégralement au défaut de comparution, mais ne devrait être étendu qu'avec beaucoup moins de rigueur au refus de répondre. Dans ce dernier cas le juge a en effet le comparant devant lui: quand celui-ci prononce son refus, le ton qu'il prend, son attitude générale, peuvent souvent suffire à édifier le tribunal; nous serons donc, dans ce cas, plus facilement portés à admettre la liberté totale d'appré

ciation du juge, son pouvoir de tenir les faits pour avérés : il ne rend sa décision qu'en connaissance de cause. Et il nous semble que Doctrine et Jurisprudence auraient dû distinguer soigneusement les deux cas : dans l'un le juge ne peut tirer du défaut de comparaître que des présomptions contre le défaillant, dans l'autre il a, au contraire, la faculté de tenir les faits pour avérés en raison même de l'attitude du comparant.

Un autre motif renforce notre opinion : quand la partie refuse de répondre après avoir comparu, c'est qu'alors le juge lui a posé des questions : si elle se tait, elle sait l'interprétation qui sera donnée à son silence ; la situation redevient sensiblement la même que pour l'interrogatoire sur faits et articles ; le juge peut d'ailleurs très bien mettre en garde le comparant contre les conséquences de son attitude.

En résumé, l'on peut dire que la solution à intervenir dépend essentiellement des cas d'espèces. Mais un principe domine cette matière, nous semble-t-il, principe que nous pouvons tirer des opinions ou décisions opposées, et qui les concilie toutes. C'est que la solution à intervenir à la suite d'un défaut de comparution ou d'un refus de répondre, doit dépendre à la fois de l'étendue de la connaissance qu'à le plaideur de l'interprétation éventuelle de son attitude et de la connaissance que peut avoir le juge des motifs de cette attitude. C'est pourquoi la solution ne sera pas la même, selon que le jugement ordonnant la comparution énoncera plus ou moins les faits sur lesquels la partie sera interrogée, ou sera muet sur ce

point, ou bien selon que celui qui est mandé à la barre fera défaut, ou comparaitra, refusant seulement de répondre.

Section II

LA COMPARAISON ABOUTIT A UN AVEU

VALEUR DE CET AVEU

COMPARUTION DES INCAPABLES, DES ADMINISTRATIONS ET DES SOCIÉTÉS

La comparution personnelle est le moyen naturel et logique d'obtenir un aveu judiciaire: cet aveu est son but essentiel et l'on peut dire avec raison que l'article 119 du Code de Procédure, de même que le titre XV relatif à l'interrogatoire sur faits et articles, correspondent en procédure à la matière de l'aveu judiciaire dans le Code Civil (1).

L'aveu est « l'acte par lequel une personne capable, ou son fondé de procuration spéciale, reconnaissent, avec l'intention formelle qu'ils soient tenus pour vrais, des faits susceptibles de produire contre elle des conséquences juridiques et dont la reconnaissance n'est ni défendue par la loi ni de nature à entraîner l'abdication d'un droit inaliénable » (2).

Cet aveu fait pleine foi lorsqu'il est judiciaire, c'est-à-dire émis au cours d'une instance: or le moyen le plus simple d'amener un plaideur à faire un aveu

(1) Boitard et Colmet Daage : *Leçons de Procédure*, 8^e éd., p. 495.

(2) Garsonnet et Cézard Bru, *op. cit.*, 3^e éd., T. II, N^o 230 en note (page 366).

est de le mander à la barre ; car ce n'est guère dans une procédure écrite que l'on peut trouver des aveux et jamais, peut-on dire, les mandataires n'en consentent. Pour qu'un aveu soit possible il faut donc que le plaideur comparaisse lui-même devant le tribunal : il se peut alors qu'impressionné par la solennité de l'audience, pris entre son adversaire qui l'accable et ses juges qui l'épient, il n'ose persévérer dans son système de défense et que, perdant pied, il reconnaisse les faits qu'on lui oppose.

Cet aveu judiciaire est une preuve de toute première valeur : c'est la plus puissante. Elle est recevable partout même lorsque la preuve écrite est exigée (par a contrario de l'article 1355 du Code Civil). L'on peut même dire que l'aveu n'est pas une preuve, mais qu'il en supprime non seulement la nécessité, mais l'utilité (1). L'aveu est même recevable contre une présomption irréfragable (art. 1352 § 2 du Code Civil) : « même alors les parties doivent être reçues, pour peu « que le juge estime leur prétention vraisemblable, « à user de cette suprême et unique ressource à tâ- « cher de provoquer l'aveu qui les sauvera et il n'est « guère qu'un moyen pour cela, leur permettre d'ob- « tenir une comparution personnelle ou un interro- « gatoire sur faits et articles. Ainsi s'expliquent les « termes de l'article 324 du Code de Procédure Civile « qui déclare que ce dernier est possible en toute « matière et en tout état de cause (V. rapport Perin-

(1) Garsonnet et Cézair Bru, *loc. cit.* Comp. cependant Demolombe, T. XXIX, n° 219 et Larombière, T. V, sur l'article 1356, N° 2, qui considèrent l'aveu comme une preuve.

« Locré: Législation Civile commerciale et criminel-
« le de la France T. 21 p. 623-624 N° 43) » (1).

L'aveu est recevable, avons-nous dit, pour combattre une présomption même irréfutable: or ceci demande quelques explications.

On peut combattre une présomption par deux moyens: en déférant le serment à son adversaire, ou bien en tentant d'en obtenir un aveu; ceci s'explique par ce fait que, si vraisemblables que puissent paraître les inductions sur lesquelles reposent les présomptions *juris et de jure*, on peut considérer qu'elles n'atteignent pas le degré d'évidence ou de quasi-évidence qui découle de l'aveu. D'ailleurs l'établissement des présomptions légales a surtout pour utilité d'empêcher des contestations et par là d'épargner le temps et l'argent des justiciables, or, ce double avantage se rencontre dans la procédure simple et peu coûteuse de l'aveu, donc de la comparution personnelle et du serment.

Il nous faudra toutefois faire une distinction parmi les présomptions absolues: les seules contre lesquelles il soit permis de déferer le serment à qui les invoque, sont celles qui ne reposent que sur des considérations de logique et de vraisemblance et ne mettent en jeu que des intérêts privés: comme par exemple la présomption de paiement des intérêts (article 1908 du Code Civil) résultant du fait que la quittance du capital a été donnée sans réserves (2).

(1) Note Savatier sous Req. le 19 oct. 1925 : D.P. 1926-1-89.

(2) Civ. 13 janvier 1875 : D.P. 7 5-1-117.

Au contraire l'aveu ni le serment ne sauraient prévaloir contre les présomptions absolues fondées sur des considérations d'ordre public, telles, par exemple, la présomption d'autorité de la chose jugée et la présomption de libération découlant de la prescription libératoire (exception faite pour les courtes prescriptions contre lesquelles l'art. 2275 du Code Civil autorise le recours au serment, car leur fondement est différent); en pareil cas une demande de comparution personnelle devrait donc être rejetée comme inutile.

Le principe de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire, énoncé dans l'article 1356 du Code Civil, doit-il être appliqué aux réponses faites lors d'une comparution personnelle? En principe: oui. Si le juge cherche dans la comparution la preuve unique, intégrale, des faits litigieux, un véritable aveu en un mot. il n'est pas douteux que l'article 1356 doive s'appliquer.

Mais quand il s'agit de réponses où le juge trouve, non plus la preuve complète du fait contesté, mais seulement un commencement de preuve de nature à le rendre vraisemblable, l'article 1356 ne s'applique plus, car il ne pose la règle que pour l'aveu: y échappera donc toute réponse qui ne constituera pas un véritable aveu; le juge pourra, en conséquence, en dissocier les éléments, pour en retenir seulement ce qui lui paraîtra le plus vraisemblable (2).

(1) Civ. 13 Janvier 1875 : D.P. 75-1-117.

(2) Voir en ce qui concerne l'aveu obtenu dans un interrogatoire sur faits et articles le rapport du Conseiller Rau sous Req. 2 janvier 1872 : D.P. 72-1-119.

L'aveu a généralement pour effet de mettre fin au procès et son efficacité est, en principe, absolue. Il y a cependant des instances dans lesquelles sa valeur n'est que relative: ce sont celles où l'ordre public étant intéressé l'aveu ne peut suffire à former l'opinion des juges (les procès relatifs à l'état des personnes par exemple). On pourra cependant, même en ces cas, le rechercher par la voie de la comparution personnelle; car alors il fournira de fortes présomptions, qu'il suffira d'étayer par d'autres éléments de preuve, fournis par l'enquête par exemple: c'est là une question de fait soumise à l'appréciation des juges.

Quand, dans le chapitre relatif à la procédure de la comparution personnelle, nous avons recherché quelles personnes pouvaient comparaître, nous avons cité les mineurs, leurs représentants, ceux des administrations et ceux des sociétés.

C'est à leur égard surtout qu'il faudra tenir compte de la relativité de la valeur de l'aveu. Celui-ci est en effet atteint, parfois, d'une sorte d'inefficacité qui tient tantôt à la nature des instances, comme nous venons de le voir (s'il s'agit par exemple d'une question d'état) et qui tantôt relève de la personnalité du comparant; cette inefficacité en atténue sensiblement la valeur.

S'il s'agit du mineur, nous avons admis pour le juge le droit d'ordonner sa comparution: nous avons dit pourquoi il n'a pas, de par son incapacité juridique, le pouvoir de faire un aveu valable, à moins qu'il ne s'agisse de droits dont il a la libre disposi-

tion ; c'est ainsi que les réponses du mineur émancipé auraient pleine valeur s'il comparaissait au sujet de faits relatifs à l'administration de ses biens. Mais s'il s'agit de droits auxquels il ne peut renoncer et si sa comparution est cependant ordonnée, ses aveux ne pourront lui nuire ; il faut cependant observer qu'en toute justice, ces aveux auraient, pour le juge d'équité, une valeur qui, pour devenir efficace, ne demanderait que l'appui d'un complément de preuve assez sommaire.

La comparution de l'incapable sera rarement ordonnée car il a un représentant légal (le tuteur s'il s'agit d'un mineur), lequel est généralement plus au courant que lui de la gestion de ses biens. Ce représentant pourra-t-il être interrogé sur des faits relatifs à l'administration des biens de son pupille ? Sans aucun doute, mais la valeur de ses réponses différera selon qu'il s'agira de demandes auxquelles il a le droit d'acquiescer ou des autres : dans le premier cas son aveu fera pleine foi contre l'incapable représenté ; dans l'autre cas, au contraire, le juge aura pour ses déclarations tel égard que de raison. Il a été jugé qu'en tout cas l'aveu fait par le tuteur sur des faits antérieurs et étrangers à son administration ne peuvent obliger le mineur (1).

Des auteurs (2) admettent qu'il est permis de provoquer la comparution d'un tuteur à l'audience, pour qu'il ait à répondre sur des faits qui ne lui seraient

(1) Lyon, 18 juillet 1861 : D.P. 63-2-116.

(2) Aubry et Rau, T. 8, § 751, texte et note 18. Comp. Duranton, T. 13, N° 548 ; Larombière, T. 7, art 1356, n° 9.

pas personnels, mais dont il aurait pu avoir connaissance en sa qualité ; ses déclarations n'auront naturellement, en ce cas, qu'une valeur relative.

Il est une autre incapable, c'est la femme mariée : on admet communément qu'elle peut comparaître à l'audience, du seul fait qu'elle est autorisée à ester en justice, car alors elle est pleinement capable de faire un aveu judiciaire (1) ; l'autorisation dont elle est pourvue la relève, en effet, de son incapacité pour tout ce qui regarde la direction du procès et permet d'employer à son égard les mêmes mesures d'instruction que pour les autres parties (2).

Quant aux personnes morales, aux administrations et aux sociétés, nous avons déjà recherché en la personne de qui elles pouvaient comparaître. La valeur des aveux dépendra de la qualité des comparants ; nous ne pourrons donc poser de principe en cette matière ; dans chaque cas d'espèce il faudra s'en référer aux pouvoirs du comparant relativement aux biens de la collectivité.

En ce qui concerne les administrations publiques, il faut appliquer, avons-nous dit, à la comparution personnelle l'article 336 du Code de Procédure relatif à l'interrogatoire sur faits et articles : nous ne le pourrons bien entendu qu'autant que cet article peut lui être appliqué. Or cet article prévoit la désignation par ces administrations d'un de leurs administrateurs ou agents qui sera pourvu d'un pouvoir spécial où seront expliquées et affirmées véritables les

(1) Civ. 22 avril 1828, R. V^o mariage n^o 919.

(2) Garsonnet et César Bru, *op. cit.*, 3^e éd., T. II, p. 473, N^o 287.

réponses à faire à des questions préalablement communiquées. C'est extrêmement simple pour l'interrogatoire sur faits et articles, car le jugement qui l'ordonne précise les faits sur lesquels l'administration doit s'expliquer; mais il n'en est pas de même pour la comparution personnelle; si l'on y réfléchit bien, on est obligé de conclure qu'à l'égard des administrations publiques l'interrogatoire sur faits et articles s'impose de préférence à la comparution personnelle. Les juges pourraient, certes, mander à la barre tels agents qui, de par leurs fonctions, ont une connaissance plus approfondie de l'affaire: ceux-ci pourront être interrogés avec fruit sur les faits qui leur sont personnels. Mais si leur déposition peut avoir une grande valeur pour l'édification du juge, elle ne peut cependant avoir la valeur absolue de l'aveu: seul, en effet, le représentant légal d'une administration peut engager celle-ci.

En ce qui concerne les réunions de personnes qui procèdent collectivement, notamment les sociétés commerciales, la solution est plus complexe et des distinctions s'imposent.

Pour ce qui est des sociétés anonymes ou de la masse des créanciers d'une faillite, de même qu'on leur fait application, dans le cas de l'interrogatoire sur faits et articles, de l'art. 336 C. Proc. (1), de même nous leur étendrons ce que nous venons de dire au sujet des administrations publiques: elles seront entendues en la personne de leurs administrateurs ou

(1) Chauveau sur Carré, *op. cit.*, T. III, N° 278.

du syndic qui pourront répondre sur les faits qui leur sont personnels, sauf au juge à avoir pour leurs déclarations tel égard que de raison ; ces représentants ne pourront les engager que par des réponses sur lesquelles auraient délibéré une assemblée générale ou une assemblée de créanciers.

S'il s'agit d'une société en nom collectif, deux cas se présentent : on peut faire comparaître, ou bien tous ses membres (ce qui est facile s'ils ne sont que deux, par exemple) ou seulement le gérant désigné par eux. Le résultat sera alors différent ; si c'est le gérant qui comparaît, même s'il est l'un des associés, il ne pourra faire que les déclarations dont ses commettants auront arrêté d'avance le sens ou les termes et en vue desquelles ils lui auront donné un pouvoir spécial ; cela suppose qu'ils connaissaient au préalable, au moins dans leur ensemble, les questions qui seraient posées : ainsi, à moins cependant qu'il ne s'agisse de faits qui lui soient strictement personnels, le gérant ne pourrait répondre utilement aux questions que n'auraient pas prévues ses commettants. Si ce sont eux qui comparaissent, et s'ils comparaissent tous, leurs déclarations n'auront une valeur absolue que s'ils sont unanimes. Si au contraire un seul comparait ou s'il y avait désaccord entre plusieurs comparants, le juge ne pourrait tenir grand compte des déclarations susceptibles d'engager la société, aucun des associés n'ayant personnellement qualité pour l'engager (Art. 1860 du C. Civil) : ils sont maîtres de leurs réponses mais celles-ci ne sauraient valoir comme aveux.

Pour une société en commandite, seuls les commandités peuvent comparaître, munis d'un pouvoir spécial dans les mêmes conditions que précédemment ; le commanditaire ne pourra jamais comparaître, car il ne peut faire aucun acte de gestion, même en vertu d'une procuration (art. 27 du Code de Commerce).

Section III

LA COMPARUTION NE PROCURE PAS L'AVEU
MAIS ON Y TROUVE LE COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT
DE L'ART. 1347. CODE CIVIL

Nous avons parlé de la comparution aboutissant à l'aveu ; c'est une solution assez rare en pratique. — Il faut bien tenir compte que, si le comparant ignore sur quels faits exactement il sera questionné, il se tient cependant sur ses gardes car il n'ignore pas l'objet du procès : il n'est pas douteux qu'il fera l'impossible pour éviter que ses réponses puissent lui nuire. Il faut cependant remarquer que le plaideur n'a pas, en général, une grande pratique des sciences juridiques ni une connaissance approfondie des règles de la logique. Il est fort possible, en conséquence, que l'embarras de ses réponses, leur ambiguïté voulue, les contradictions suscitées par d'habiles questions du juge, éclairent celui-ci et lui fassent pressentir la vérité ; une longue pratique lui a donné, en effet, une science approfondie de l'âme humaine. Il saura de suite si tel plaideur qu'il a devant lui est sincère et s'il parle avec conviction, il pourra im-

médiatement affirmer que tel autre ment, ou tout au moins qu'il ne dit pas tout ce qu'il sait.

C'est ainsi qu'à défaut d'aveu on trouvera toujours dans la comparution, non plus une preuve complète, mais du moins un commencement de preuve.

Ce commencement de preuve sera tantôt celui qu'exige l'article 1347 du Code Civil pour admettre en certains cas la preuve testimoniale, tantôt celui qui est exigé dans les questions d'état, d'un emploi plus rare, peut-être, mais d'une importance considérable à raison des intérêts moraux et pécuniaires en jeu.

En matière d'obligation, jusqu'à ces derniers temps, la preuve par témoins n'était pas, aux termes de l'article 1341 du Code Civil, admissible au-dessus de 150 francs. Il y avait là un anachronisme comme il y en a dans nos Codes: ceux-ci parfaits, sans doute, au siècle où le liard avait une valeur et où les diligences parcouraient encore nos routes nationales, ne sont plus en harmonie avec l'état social du siècle de la T.S.F., de l'aviation et des milliards !

Une loi du premier avril 1928 vient de porter à 500 francs le taux au-dessus duquel la preuve testimoniale n'est pas recevable: En admettant que cette règle formaliste soit fondée en son principe (le discuter en détail dépasserait le cadre de cette étude !), il n'en reste pas moins vrai que ce taux n'est pas encore en rapport avec les conditions économiques de la vie moderne, à l'âge surtout du franc papier.

Heureusement, dès la rédaction du Code, son article 1347 venait apporter à cette règle une déroga-

tion qui en tempérait considérablement la rigueur : « Les règles ci-dessus, prescrit-il, reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit ».

Le législateur a compris, en effet, combien sa rigueur était excessive pour le plaideur qui n'a pas pu se procurer un écrit ou l'a perdu : il a voulu lui faciliter quand même la preuve de son droit.

Or, c'est de ce texte que se sert et se servira de plus en plus la Jurisprudence pour briser les barrières trop étroites qui la gênent : nous allons voir comment et par quels exercices d'assouplissement extraordinaires elle est arrivée à rendre inopérant l'article 1341 du C. Civil.

Qu'est-ce d'abord que le commencement de preuve par écrit qui nous occupe ?

C'est, nous dit l'article 1347, « tout acte par écrit « qui est émané de celui contre lequel la demande « est formée ou de celui qu'il représente et qui rend « vraisemblable le fait allégué ».

Une objection viendra immédiatement à l'esprit du lecteur : quel rapport y a-t-il entre cet article et la comparution personnelle ? Il est en effet difficile de comprendre à priori quel est le lien qui unit ces deux choses si différentes par leur nature et leur essence même : l'on a peine à croire que la comparution personnelle puisse procurer ce commencement de preuve par écrit exigé par l'article 1347 : il en est pourtant bien ainsi.

L'on comprend facilement que soient considérés comme commencements de preuve par écrit les let-

tres, inventaires, comptes, registres et papiers domestiques, les notes inscrites sur un acte ou les écrits nuls en tant qu'actes; mais l'on a peine à concevoir comment le fait de comparaître en personne (ou même de ne pas comparaître !) devant un juge peut donner naissance à un commencement de preuve par écrit tel que le définit l'art. 1347 du Code Civil.

Ce sont les praticiens qui ont échafaudé cette construction juridique: dans les cas où il n'y avait pas de commencement de preuve par écrit et où pourtant la comparution personnelle faisait pressentir le bien-fondé des prétentions des plaideurs, ils ont relevé ce qui dans les explications de ceux-ci était un commencement de preuve en équité: ils en ont fait un commencement de preuve par écrit; la Jurisprudence les a suivis, nous allons voir comment.

Reprenons pour cela la définition du commencement de preuve par écrit telle que la donne l'article 1347.

Nous y trouvons trois éléments: la substance, l'origine, la pertinence.

La substance: il faut un écrit;

L'origine: écrit émané de celui à qui on l'oppose;

La pertinence: cet écrit doit rendre vraisemblable le fait allégué.

Ces trois éléments constituent un tout qu'on ne peut dissocier, nous allons cependant essayer de les reprendre individuellement pour rechercher s'ils se trouvent dans la comparution personnelle.

Commençons par le dernier: si les juges pensent à utiliser la comparution personnelle comme commen-

cement de preuve par écrit, c'est que ses résultats sont pertinents; c'est, en somme, qu'il apparaît nettement des suites de cette comparution que le fait allégué est vraisemblable, sinon il n'y aurait pas là le moindre commencement de preuve et nul ne songerait à s'en prévaloir.

La recherche des deux autres éléments sera plus délicate: il faut un écrit émané de celui à qui on l'oppose; l'origine étant partie intégrante de la substance, nous joindrons ces deux éléments dans notre recherche.

Avons-nous un écrit au sens de l'article 1347 ?

Les termes de cet article semblent précis: « écrit émané de celui à qui on l'oppose ». Chacun sait ce qu'est l'écriture: il semble donc qu'il soit indispensable de rencontrer tout d'abord une matière, le papier en général (car la brique ou les galets ne sont plus guère utilisés à cet effet!); sur laquelle celui à qui on l'oppose aura noté sa pensée sous une forme scripturale.

Répondent à cette définition les lettres missives, les registres et généralement ce qu'on dénomme les papiers domestiques, les annotations mises en marge d'un acte et surtout les écrits que l'absence d'une condition essentielle rendent nuls en tant qu'actes; là, aucune discussion n'est possible, nous sommes en présence d'un écrit au sens concret du mot et qui est émané de celui-là même à qui on l'oppose.

Telle était la conception que se faisaient les anciens juristes de ce commencement de preuve par écrit appelé « écritures privées » dans l'article 54

de l'ordonnance de Moulins, qui les exigeait pour admettre la preuve testimoniale au-dessus de cent livres, et auquel l'article 3 du titre XX de l'ordonnance de 1667 a donné son appellation actuelle. Il n'est pas douteux que le législateur de 1804 ait entendu conserver le même caractère au commencement de preuve par écrit. Mais la jurisprudence a été plus loin et a donné une extension importante à cette notion d'écrit; elle a considéré comme tel des paroles prononcées par la partie et consignées dans un acte authentique, mais sous certaines conditions: elle exige que les paroles invoquées comme commencement de preuve aient été prononcées devant certaines personnes ayant spécialement reçu de la loi mission de les recueillir dans un acte authentique: c'est le principe que pose de la façon la plus nette un arrêt de la Chambre des Requêtes du 16 mars 1881 (1).

Parmi les actes authentiques envisagés il y en a de deux sortes: les actes notariés et les actes judiciaires. Pour les actes notariés, pas de difficulté: ils doivent être signés des parties pour être valables (à moins qu'elles ne sachent ou ne puissent signer) (2): ils remplissent donc les conditions de l'article 1347, du moins quant à la signature par laquelle son auteur prend à son compte le contenu de l'acte.

Mais les actes judiciaires? Ils ne sont pas, en général, signés des parties et pourtant ils leur sont opposables au même titre que les précédents, même quand ils ne sont pas signés par elles: la loi attache en effet

(1) Req. 16 mars 1881 : S. 81-1-311.

(2) Art. 14 de la loi du 25 Ventôse, an XI.

une valeur beaucoup plus grande aux constatations des magistrats qu'aux dires des notaires.

Pour être authentiques les déclarations des notaires doivent être contresignées par les parties. Au contraire l'authenticité des déclarations ou reconnaissances consignées dans des jugements ou des actes du ministère du juge n'est pas subordonnée à la signature de la partie dont elle émanent ; le refus même de signer les actes qui les constatent n'empêche donc pas qu'elles puissent lui être opposées comme commencement de preuve par écrit. Si en effet, ce qui n'est pas contestable, les énonciations contenues dans un tel acte authentique font pleine foi lorsqu'elles sont un véritable aveu, pourquoi ne seraient-elles pas de nature à constituer un commencement de preuve lorsque, sans renfermer une reconnaissance complète du fait à prouver, elles tendent cependant à le rendre vraisemblable (1).

Tel sera le cas pour la comparution personnelle.

Parmi les actes judiciaires qui relatent les déclarations d'un plaideur, il en est deux, en effet, dont c'est l'unique objet : l'interrogatoire sur faits et articles et la comparution personnelle (2).

Dans ces deux cas la Jurisprudence est unanime à faire résulter un commencement de preuve par écrit des réponses du comparant et non seulement de ses

(1) Aubry et Rau, rev. p. Martin, *Cours de Droit civil Français*, 5^e éd., T. XII, § 764, p. 352, et note 19.

(2) Le commencement de preuve par écrit peut également résulter d'un procès-verbal de conciliation ou bien de l'interrogatoire d'un prévenu dressé par le juge d'instruction ou à l'audience. Crim. 8 décembre 1893, D.P. 97-1-266.

déclarations formelles et précises, mais aussi de ses réponses obscures, contradictoires ou ambiguës et de ses dénégations maladroites.

Il n'y a là rien d'extraordinaire quand le procès-verbal constatant ces réponses est signé de l'intéressé, comme c'est la règle dans l'interrogatoire sur faits et articles ; mais ce procès-verbal se rencontre rarement dans la comparution personnelle. Bien plus, n'est-on pas allé jusqu'à voir un commencement de preuve par écrit dans le silence et même le défaut de celui qui est appelé à comparaître ! On a soutenu, nous l'avons vu précédemment, que le juge peut, en ce cas, voir preuve complète contre celui qui n'a pas comparu : à plus forte raison pourrait-il y voir un commencement de preuve, mais par écrit... ? Et cependant le procès-verbal constatant la non-comparution d'une partie est considéré comme un écrit émané d'elle : c'est ce qu'a décidé la jurisprudence !

C'est un écrit sans doute, mais émané d'elle... ? Il y a dans cette conception quelque chose qui choque un peu la notion que nous avons de la réalité des choses. Comment, en effet, un homme qui non seulement n'a pas pris part à la rédaction d'un acte, mais encore s'est abstenu d'y assister, cet acte ne constatant que son absence, peut-il être considéré comme ayant signé cet acte ? Il y a là un prodige de la science juridique moderne, une conception que l'on n'aurait pas trouvée dans l'ancien Droit, mais qui est conforme à l'évolution historique du Droit.

Chaque jour davantage on s'attache en effet, non plus à la forme des actes, mais à leur contenu ; c'est

L'intention des parties qui compte de plus en plus, qu'elle soit expressément formulée, ou simplement pressentie. Les nécessités de la pratique exigeaient que l'on trouvât là un commencement de preuve par écrit : la solution était simple : si dans sa substance matérielle l'acte n'était évidemment pas émané de la partie elle-même, ses éléments immatériels, les faits qu'il constatait, étaient, eux, émanés d'elle ; c'est, en un mot, son attitude qui constitue le commencement de preuve.

Cette attitude constitue un aveu au sens large du terme, un aveu qui ne vaut demi-preuve que parce qu'il porte sur un fait rendant simplement probable le fait allégué. Celui qui l'invoque doit prouver cet aveu : il fera normalement cette preuve par un écrit (le procès-verbal par exemple, s'il s'agit d'une comparution personnelle, ou simplement les motifs d'un jugement). Cet écrit sera, si l'on peut dire, la preuve de la demi-preuve rendant vraisemblable le fait allégué. Sans aucun doute telle n'était pas la pensée des rédacteurs du Code Civil : mais c'est, croyons-nous, la seule explication possible des tendances jurisprudentielles modernes.

Le lien sans doute est extrêmement ténu qui assimile l'attitude négative d'un défaillant à un écrit émané de lui, mais la pratique, quand la nécessité fait loi, ne s'embarrasse pas de tels obstacles.

Là ne s'arrête pas la difficulté : dans les cas envisagés précédemment il y avait un procès-verbal, signé ou non de la partie, mais dressé par l'autorité spécialement chargée de ce soin. Ce procès-verbal étant

un acte authentique qui relate les faits, paroles, actes et attitudes du comparant, l'on admet encore sans trop de difficulté que la Jurisprudence lui ait donné, même non signé du plaideur, autant de valeur juridique qu'à tout acte signé de lui ; ses constatations ne pourraient en effet, être attaquées que par la voie de l'inscription de faux.

Mais cela suppose un procès-verbal ; or, nous l'avons vu au chapitre de la Procédure, un procès-verbal n'est pas toujours dressé. Nous dirons même que, si dans l'interrogatoire sur faits et articles, la rédaction d'un procès-verbal est la règle, exigée par cette procédure qui ne se déroule pas devant les juges appelés à statuer, il en sera rarement ainsi dans la comparution personnelle ; elle a lieu, comme nous l'avons dit, en principe devant les juges eux-mêmes : la rédaction d'un procès-verbal est donc l'exception, les déclarations des comparants étant, en règle générale, simplement relatées dans le jugement.

Quand un procès-verbal n'est pas dressé, il peut arriver que le greffier prenne des notes n'ayant aucun caractère officiel : on ne pourra en tirer un commencement de preuve par écrit. Il en sera de même, selon l'opinion de certains auteurs, dans le cas de déclarations faites lors d'une comparution en chambre du Conseil ordonnée hors des cas prévus par la loi, et constatées par le greffier (1).

S'il s'agit de constatations faites dans le jugement, une distinction s'impose : les résultats de la compa-

(1) Aubry et Rau, rev. par Martin, *op. cit.*, T. XII, § 764, p. 353, note 22.

rution peuvent, en effet, être mentionnés dans les motifs du jugement ou dans les qualités. Nous ne revenons pas sur l'étude de la valeur des constatations faites dans les motifs du jugement, ayant examiné cette question lorsque nous avons étudié la valeur qu'auraient en appel ces constatations. C'est en appel, en effet, que l'intérêt de cette question se présente le plus souvent : l'adversaire veut, par exemple, tirer des constatations des premiers juges ce commencement de preuve qui l'autorisera à se prévaloir de la preuve testimoniale devant la Cour.

Il est certain, comme nous l'avons dit, que les constatations faites par le Président dans les motifs du jugement ne bénéficient pas du caractère authentique de ce jugement ; il n'en est pas moins vrai que ces constatations vaudront comme commencement de preuve, aux termes mêmes de l'article 1320 du Code Civil qui accorde cette valeur aux énonciations étrangères à la disposition contenue dans un acte authentique.

Mais si les constatations ne sont faites que dans les qualités du jugement qui ne sont pas l'œuvre du juge mais de l'avoué, peut-on leur accorder la même valeur ? On ne fait en général pas de distinction (1).

Et pourtant une objection vient à l'esprit : s'il est vrai que les déclarations sont opposables à celui qui

(1) Rejet 29 novembre 1842, R. V^o Obligations n^o 4768. Nîmes, 9 janvier 1861, D.P. 1861, V. 383. Contra : Laurent, *Principes de Droit Civil*, T. XIX, N^o 511, qui considère que les avoués n'ayant pas mission d'imprimer l'authenticité aux déclarations des parties, il n'y a pas d'écrit émané d'elles, ce qui serait décisif (Montpellier, 5 Juin 1839, R. V^o obligation n^o 4767, 2^o).

les a faites quand les qualités sont l'œuvre de son avoué, lequel a pouvoir de l'engager (sous réserve du désaveu possible), il ne peut en être de même quand elles sont l'œuvre de l'avoué de l'adversaire.

C'est là certainement une objection fondée en fait, mais qu'il faut cependant repousser, par ce qu'en droit elle ne tient pas : si, en effet, ce n'est pas l'avoué du déclarant qui a rédigé les qualités, elles lui sont signifiées et il peut s'y opposer (1), s'il prétend qu'elles ne relatent pas exactement ce qui s'est passé ; c'est alors au Président qui a rendu le jugement qu'il appartient de mettre les deux avoués d'accord : une fois sa décision rendue, les faits relatés devront être tenus pour exacts. Si l'avoué ne s'oppose pas aux qualités, il les fait siennes et reconnaît la sincérité de leur contenu, celui-ci devient donc opposable à son client. En droit il en est bien ainsi, mais dans la pratique... : c'est à un jeune clerc, débutant, à moins que ce ne soit à une dactylographe, qu'incombe le soin de rédiger les qualités : l'avoué adverse, qui en reçoit signification, prend trop rarement la peine de les lire : s'il s'y oppose souvent, c'est dans beaucoup d'études par simple habitude : presque jamais l'opposition n'est sérieuse et le bon à expédier est généralement donné sans même que ces qualités aient été lues. A ce sujet une réforme nous semble s'imposer : n'y aurait-il pas lieu de charger de la rédaction des qualités le greffier, témoin impartial des débats, à qui les avoués pourraient, par exemple, communiquer leur procédure ?

(1) Art. 114 du C. de Procédure Civile.

En résumé, avec un peu d'imagination, nous pouvons donc trouver, sans trop d'efforts, dans la comparaison personnelle les éléments constitutifs du commencement de preuve par écrit tel que le définit l'article 1347 du Code Civil. Ou bien nous serons en présence d'un procès-verbal signé du comparant ; en ce cas pas de difficultés, il s'agira bien d'un écrit émané de la partie à qui on l'oppose et puisqu'on le retiendra comme commencement de preuve, c'est qu'il rendra vraisemblable le fait allégué. Dans les autres cas, ce qui est émané d'elle c'est son attitude et l'écrit, c'est celui qui constate cette attitude, qui la prouve ; cet écrit devra être en principe un acte authentique, à moins que la partie ou son mandataire n'ait concouru à sa rédaction, même tacitement en l'acceptant, ce qui constitue un aveu de sa part.

Cette théorie n'est peut-être pas conforme aux vues du législateur de 1804, mais on peut l'accepter sans grand danger, car le but recherché est de faciliter la preuve testimoniale : ne vaut-il pas mieux donner une légère entorse aux principes que d'empêcher un plaideur de faire la preuve d'une prétention dont l'enquête démontrera par la suite le bien fondé ?

Tels sont les différents aspects de la question en ce qui concerne le droit des obligations ; nous allons maintenant nous attacher à l'étude du commencement de preuve en matière de filiation : là encore des distinctions vont s'imposer, beaucoup plus délicates.

Section IV

LA COMPARUTION EN MATIÈRE DE FILIATION LÉGITIME

Nous avons dit qu'en matière de filiation la comparution pourra réaliser les conditions préalables à l'admission de la preuve testimoniale : quatre hypothèses sont à envisager. Les deux premières sont celles que nous proposent les articles 323 et 324 du Code Civil pour la recherche de la maternité légitime : la comparution pourra-t-elle procurer le commencement de preuve par écrit de l'article 324 ou, à défaut de celui-ci, fournira-t-elle les présomptions et indices graves de l'article 323 ? Ces deux importantes questions résolues, il nous faudra rechercher si la comparution pourra donner le commencement de preuve de l'article 341 C. Civ. en matière de recherche de la maternité naturelle et celui prévu par l'article 340 § 2 du Code Civil pour les actions en déclaration judiciaire de paternité naturelle.

L'enfant qui veut faire reconnaître sa filiation légitime par voie judiciaire doit prouver deux choses : sa filiation à l'égard de son père, sa filiation à l'égard de sa mère. Il reste bien entendu que, par définition, ceux qu'il réclame pour père et mère étaient mariés l'un à l'autre au moment de sa naissance.

Si, en fait, la preuve de l'accouchement de la mère est facile, il en est tout autrement de l'acte procréateur du père : aucune preuve n'en est possible ; si bien que, dès le droit Romain, un principe s'est imposé, qui évite toute discussion et qui a conservé toute sa valeur : « pater is est quem justæ nuptiæ de-

monstrant ». Aux termes de cet adage, reproduit par l'art. 312 du C. Civil (1), juridiquement et légalement, c'est le mari de la mère qui est le père de l'enfant ; il suffit que celui-ci soit né pendant le mariage, ou moins de dix mois après le décès de son père ou la séparation légale de ses parents, pour qu'il soit déclaré fils de celui qui est ou était, pendant la période légale de conception, uni à sa mère par un mariage légitime. La preuve de la filiation légitime se ramène donc à celle de la maternité légitime : il suffit qu'un enfant prouve qu'il est bien le fils de celle qu'il prétend être sa mère pour que soit démontré, par ce fait même, qu'il est le fils du mari de celle-ci. Le mari doit d'ailleurs être partie à l'instance : il peut faire toute preuve contraire, sans avoir besoin de recourir à l'action en désaveu.

Nous avons donc à rechercher simplement quel est le rôle de la comparution personnelle dans la preuve de la maternité légitime, c'est-à-dire en quoi elle peut réaliser les conditions préalables à la recevabilité de la preuve testimoniale en cette matière.

L'article 323 du Code Civil n'admet la preuve par témoins que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour en déterminer l'admission.

Deux questions sont donc à étudier :

1°. — La comparution personnelle pourra-t-elle

(1) Art. 312, § 1, du Code Civil : « L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari. »

procurer le commencement de preuve par écrit exigé par l'article 323 C. Civ. ?

2°. — Pourra-t-elle donner ces présomptions et indices graves résultant de faits dès lors constants ? C'est ce que nous allons voir :

1°. — *La comparution peut-elle fournir le commencement de preuve par écrit de l'article 323 ?*

Cette question se ramène à cette autre : le commencement de preuve de l'article 323 est-il le même que celui de l'article 1347 ? Si oui, aucune difficulté ne se présente : il n'y a qu'à appliquer purement et simplement ce qui vient d'être dit. — Sinon, quelles sont les différences entre ces deux commencements de preuve : celui de l'article 323 est-il plus large ou plus étroit que l'autre et quelle conclusion peut-on en tirer ?

Le commencement de preuve de l'article 323 est défini par l'article 324 : « il résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante ».

Il apparaît donc tout de suite que ce commencement de preuve est plus large que celui de l'article 1347 : celui-ci devait émaner de celui à qui on l'oppose ; pour celui-là, il suffit qu'il émane d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante : il faut d'ailleurs remarquer que son intérêt doit être contraire à celui de l'enfant,

mais il peut être pécuniaire ou moral, présent ou passé (1).

La conséquence logique qui découle de cette constatation, c'est qu'il n'y aurait aucune raison de ne pas lui appliquer les règles que nous venons d'étudier pour le commencement de preuve de l'article 1347 ; mais il ne faut pas escompter de logique apparente en cette matière : aucun arrêt n'a trouvé dans la comparution personnelle le commencement de preuve par écrit de l'article 324, aucun ne l'y a même cherché.

L'explication de cette anomalie est simple : le commencement de preuve par écrit de l'article 1347 est indispensable : c'est le seul moyen de rendre possible en matière d'obligations la preuve testimoniale au-dessus de 500 francs ; le commencement de preuve par écrit de l'article 324 n'offre par contre aucun intérêt pratique : il fait double emploi avec les « présomptions et indices graves » que nous allons étudier. Il était plus facile de trouver dans la comparution ces présomptions et indices graves qu'un commencement de preuve par écrit : la jurisprudence ne s'est pas égarée en d'inutiles recherches et la Cour de Cassation a toujours évité avec soin d'aborder la question, tel est le cas notamment de l'arrêt du 19 octobre 1925 de la Chambre des Requêtes.

M. Mazeaud, dans sa note au Sirey sous l'arrêt du 19 octobre 1925, croit trouver dans les termes de cet arrêt l'affirmation de la possibilité de réalisation,

(1) Nîmes, 4 mai 1904 ; Sirey 1907, 2-24 et la note. — D.P. 1906, 2-129.

par la comparution personnelle, du commencement de preuve par écrit de l'article 324. Nous y lisons textuellement ceci : « *Ce commencement de preuve par écrit*, affirme la Chambre des Requêtes, peut « résulter d'une comparution personnelle ordonnée « en cours d'instance : le principe est affirmé en termes généraux, il vise aussi bien l'art. 324 que l'article 1347 » (1).

Il faut bien remarquer qu'il ne s'agit pas là d'une phrase isolée d'un texte pour lui donner un sens qu'elle n'aurait pas : la lecture de l'ensemble de la note montre bien que telle est la manière dont M. Mazeaud a compris cet arrêt. Or nous avons tout lieu de croire qu'il l'a mal interprété : M. Savatier, en effet, dans sa note au Dalloz sous le texte du même arrêt (2), texte identique cependant à celui du Sirey, est d'un avis tout opposé ; il nous fait remarquer très judicieusement le soin avec lequel, en matière de filiation, la Cour de Cassation évite de se prononcer sur la question, puis il ajoute : « c'est seulement « *la préexistence de présomptions et d'indices résultant de faits dès lors constants* », qu'elle envisage comme devant être prouvée par la comparution personnelle ».

Ainsi, sur l'interprétation du texte du même arrêt, nous nous trouvons en présence de deux opinions absolument contradictoires : sans aucun doute l'un des deux annotateurs est dans l'erreur. Pour les départager nous avons fait la seule chose qu'il y avait à fai-

(1) Note Mazeaud sous Req., 19 Oct. 1925 ; S. 1925-1-313 (c'est nous qui soulignons le commencement de la phrase).

(2) Req. 19 octobre 1925, D.P. : 1926-1-89 et note Savatier.

re, nous nous sommes reportés au texte lui-même : nous nous sommes alors trouvés obligés de reconnaître que c'est M. Savatier qui a raison. Rien en effet, pas le moindre mot dans le texte de l'arrêt du 19 octobre 1925 n'autorise l'opinion de M. Mazeaud, sans doute trop hâtivement formée, et qui paraît être le résultat d'une confusion : cet auteur rappelle en effet l'arrêt du 9 mars 1925 de la Cour de Poitiers (1) ; il semble croire que la Cour de Cassation fait enfin sienne la théorie proclamée par la Cour de Poitiers. Or cet arrêt du 9 mars 1925 vise le cas de l'article 341 du Code Civil : il s'agissait, dans l'espèce qui lui était soumise d'une action en recherche de maternité naturelle ; la Cour de Poitiers a admis qu'on trouvât dans la comparution personnelle le commencement de preuve par écrit de l'article 341. M. Mazeaud tire de cet arrêt la conclusion logique qu'il faut en déduire à savoir que, puisqu'il est reconnu que les commencements de preuve par écrit des articles 341 et 324 s'entendent de la même façon, il était naturel que la Cour de Cassation, sans aller plus loin que la Cour de Poitiers, admît la possibilité de trouver dans la comparution personnelle le commencement de preuve de l'article 324. C'est malheureusement ce que n'a pas fait la Chambre des Requêtes : c'est pourquoi M. Mazeaud s'est trompé en croyant y voir ce qui aurait peut-être du y être, mais qui n'y est nullement.

Le principe que pose la Cour de Cassation dans

(1) Poitiers, 9 mars 1925, S. 1925-2-105 et note M. Garaud.

cet arrêt, c'est seulement celui de l'admissibilité de la comparution personnelle, même lorsque la preuve par témoins est interdite de plano, c'est-à-dire essentiellement dans le cas de la preuve de la filiation légitime.

Ce principe admis et la comparution ayant eu lieu, la Cour admet-elle formellement qu'on puisse y trouver le commencement de preuve par écrit de l'article 324 ? Non, mais elle ne dit pas davantage le contraire et il ne faut pas perdre de vue cette idée lorsqu'on étudie cet arrêt. En l'espèce qui était soumise à la Cour, la demande de comparution n'avait tendu qu'à procurer les présomptions et indices graves de l'article 323 C. Civ. ; le demandeur prétendait, en effet, s'appuyer sur sa ressemblance avec ses prétendus parents, pour être reçu à prouver par témoins sa filiation : la discussion portait sur la nécessité de la pré-existence des faits constants à l'introduction de l'instance ; c'est cette question que la Cour de Bourges a tranchée en admettant que la comparution personnelle pouvait fournir ces « présomptions ou indices graves résultant de faits dès lors constants ».

La Cour de Cassation a été appelée à connaître de l'affaire : pourquoi aurait-elle cherché si la comparution pouvait y procurer le commencement de preuve par écrit de l'article 323 ? Elle n'y avait aucun intérêt : cette question ne lui ayant pas été soumise, elle n'avait pas à l'aborder, et nous ne voyons vraiment pas comment M. Mazeaud a pu croire que la Chambre des Requêtes ait eu cette pensée.

Cela ne nous empêche d'ailleurs pas de voir si, en

réalité, le commencement de preuve de l'article 323 ne peut être trouvé dans une comparution personnelle. L'intérêt de la question est que, si l'on admet la possibilité d'y découvrir ce commencement de preuve exigé pour la déclaration judiciaire de la maternité légitime, on devra également reconnaître la possibilité d'y rechercher celui qu'exige l'article 341 pour la preuve de la maternité naturelle; la jurisprudence a en effet reconnu, comme nous le verrons, que le commencement de preuve par écrit s'entend de même dans les deux cas.

Le commencement de preuve de l'article 323 étant plus large, ainsi que nous l'avons dit, que celui de l'article 341, il faudra admettre, si l'on veut être logique avec soi-même, que là où l'on trouvera l'un on pourra à plus forte raison trouver l'autre.

D'ailleurs la généralité même des articles 119 et 324 du Code de Procédure n'exclut pas la possibilité d'ordonner la comparution personnelle ou l'interrogatoire sur faits et articles dans l'espoir d'en obtenir un commencement de preuve. Puisque l'on admet que ces procédures sont possibles en toutes matières, il faut en tirer la conclusion qui s'impose, à savoir que puisqu'aucun texte n'interdit l'usage de cette procédure d'instruction en matière de filiation, il faut l'y admettre: c'est la solution donnée par l'arrêt précité du 19 octobre 1925 pour la filiation légitime.

Or, si l'on admet ici, et il faut bien l'admettre, cette possibilité de recourir à la comparution personnelle de même qu'à l'interrogatoire sur faits et articles, il faut admettre également la conséquence logi-

que qui en découle, soit l'application aux résultats de ces procédures de l'article 324, comme de l'article 1347. « On ne saurait en matière d'état des personnes objecter l'argument tiré du scandale possible et du respect nécessaire de la paix des familles : si cet argument devait jouer, c'est à la comparution personnelle elle-même qu'il s'opposerait et non à l'exploitation des résultats qu'elle peut donner » (1). Or la possibilité de cette comparution personnelle est formellement admise par la Cour de Cassation. Seul l'arrêt de la Cour de Douai du 7 décembre 1926 (2) rendu, il est vrai, en matière de paternité naturelle, pose un principe d'où il faudrait tirer la conclusion contraire ; mais nous avons déjà dit ce qu'il faut penser de cet arrêt.

C'est donc à tort, croyons-nous, par excès de timidité, à moins que ce ne soit plus simplement parce qu'on ne le lui a pas demandé, que la Jurisprudence n'a pas osé aller jusqu'à reconnaître dans la comparution personnelle le commencement de preuve par écrit de l'article 324 ; puisqu'elle y trouvait les présomptions et indices graves aboutissant aux mêmes résultats, elle n'a pas été chercher plus loin ; il serait extrêmement intéressant que la question lui soit un jour nettement posée. Elle pourrait être amenée à y répondre si, en pareille matière, seule l'attitude d'un comparant à l'audience, faisait pressentir la vérité. Cette attitude n'étant pas préexistante à la de-

(1) Note Savatier précitée.

(2) Douai, 7 décembre 1926. La loi n° du 26 janvier 1928.

mande ne pourrait, à notre avis, constituer un des « indices ou présomptions résultant de faits dès lors constants » dont nous allons parler : on ne pourrait en faire qu'un commencement de preuve par écrit.

2°. *Quels sont donc ces « présomptions et indices » qu'elle y a trouvés ?*

Il faut d'abord constater que ces présomptions et indices n'ont pas été admis sans difficultés par le législateur de 1804 ; la première rédaction de l'article 323 ne les acceptait pas (1). C'est sur la réclamation du Tribunat (2) correspondant à l'opinion de Portalis (3), qu'ils vinrent y prendre place à côté du commencement de preuve par écrit. Le Tribunat voulait, en effet, laisser une grande latitude aux juges pour qu'ils puissent « après s'être environnés de toutes « les lumières propres à éclairer leur conscience, empêcher que l'enfant ne soit victime du hasard ou de « la méchanceté ».

Dans l'esprit du législateur, un très large pouvoir de recherches était donc accordé au juge : que doit-il trouver ? L'article 323 exige des *présomptions ou indices résultants de faits dès lors constants*, assez graves pour déterminer l'admission d'une preuve plus complète.

En ce qui concerne la gravité des faits, les juges ont une absolue liberté d'appréciation ; ces faits sont donc en nombre illimité, ils dépendent des circonstan-

(1) Locré, *op. cit.*, T. 6, p. 27.

(2) Locré, *op. cit.*, T. 6, p. 176, n° 12.

(3) Locré, *op. cit.*, p. 80, n° 8.

ces. L'un des plus intéressants est certainement la ressemblance physique de l'enfant avec ceux qu'il prétend être ses parents. Cette ressemblance n'est évidemment pas une preuve absolue : les cas ne sont pas rares en effet de personnes se ressemblant physiquement qui n'ont entre elles aucun lien de parenté ; mais l'on comprend sans peine qu'il y ait là une présomption assez grave pour permettre d'autoriser l'enfant à faire par témoins la preuve, par exemple, de son identité complète avec l'enfant né de celle qu'il réclame pour mère.

Ces présomptions et indices graves doivent résulter de faits *dès lors constants*.

Une interprétation étroite de l'expression « *dès lors constants* » pourrait faire croire qu'il est nécessaire que ces faits, non seulement existent au moment où la demande est formée (*dès lors*), mais encore qu'ils soient constants, c'est-à-dire démontrés, indiscutables à cette époque. Cette interprétation étroite n'a jamais été donnée par la jurisprudence qui, conformément d'ailleurs à la pensée du Tribunal a toujours cherché à étendre de plus en plus le champ d'action de la preuve testimoniale en cette matière.

Un point qui n'est pas discuté c'est qu'il faut que les faits invoqués préexistent à la demande : la Cour de Bourges ayant paru manquer de précision sur ce point, la Chambre des Requêtes s'est hâtée de préciser la nécessité de la préexistence des faits à la demande. Mais ce n'est pas tout, il faut encore savoir à quel moment, d'une part, la démonstration des

faits allégués doit être faite et comment d'autre part, elle peut être faite.

Le moment où doit être faite la démonstration des faits invoqués pour rendre recevable la preuve testimoniale, c'est celui-là même où l'enquête est ordonnée, où la preuve testimoniale est admise : la lecture de l'article 323 § 2 l'indique, c'est en outre conforme aux déclarations de Bigot Preameneu lors de la discussion de cet article et d'ailleurs l'arrêt de la Cour de Bourges est formel à ce sujet. Point ne sera donc besoin pour le demandeur d'avoir la preuve de ces faits dès le début de l'instance ; il suffira que ces faits existent alors : leur existence devra être vérifiée par le tribunal avant le jugement qui ordonnera l'enquête.

Les moyens pour parvenir à cette démonstration sont nombreux : le mode de preuve diffère en effet selon la nature du fait allégué. Il n'y a aucune restriction sur ce point, sinon que l'existence dudit fait doit être démontrée autrement que par l'enquête sollicitée, d'après les déclarations de Bigot Preameneu lui-même. « Et la liberté de cette preuve paraît être « telle qu'elle pourrait même se fonder sur de simples certificats écrits émanés de tiers : C'est ainsi « en effet que le comprend d'Aguesseau auquel, de « l'aveu du Tribun Duvergier (Locré, loc. cit.) le Tribunalat avait emprunté les dispositions de l'article « 323 (Œuvres éd. 1761, t. 2, p. 45, 1^{er} plaidoyer). « Ainsi de simples témoignages écrits rendraient « admissibles des témoignages oraux (comp. pour-

« tant Baudry-Lacantinerie, Chauveau et Cheneau, « loc. cit. » (1).

Pourquoi, dans ces conditions, contesterait-on la **possibilité d'une comparution personnelle** ? Pourquoi ne pourrait-elle pas, comme tout autre moyen, établir les faits qui par la suite autoriseront l'enquête ?

Une seule objection est possible, M. Savatier l'indique : elle serait tirée de la phobie du scandale que l'on prête parfois aux rédacteurs du Code Civil. La famille était encore la base indiscutable et indiscutée de l'**organisation sociale** d'alors : il fallait éviter tout ce qui eût pu troubler la paix des familles, ou tout au moins ne la laisser troubler qu'à bon escient, et seulement par un individu, ayant entre les mains la preuve virtuelle de son état. Autoriser les actions en reconnaissance de la filiation légitime, c'était déjà admettre l'éventualité d'un certain scandale ; n'est-il pas à craindre que la comparution personnelle n'amène un scandale plus grand : est-il admissible, en effet, de voir le demandeur obligeant les membres de la famille où il veut s'introduire à comparaître, et cela pour les contraindre à répondre publiquement à des questions d'ordre essentiellement intime !

Cette objection a une certaine valeur, il faut le reconnaître ; malheureusement elle perd chaque jour de sa force, car la famille tend de plus en plus à passer au second plan tandis que grandit l'individu dans l'absolu de ses droits. On devait d'ailleurs rejeter cette objection dès les premières discussions si l'on se reportait aux travaux préparatoires du Code Civil :

(1) Note Savatier précitée.

le Tribunal n'avait-il pas déjà pris, en effet, la défense des « victimes du hasard ou de la méchanceté ? » l'introduction dans l'article 323 de l'admicule tiré des « faits dès lors constants » en est la preuve : interdire d'apporter la démonstration de ces faits par l'audience elle-même, ce serait réduire à néant leur efficacité, comme l'a remarqué avec raison la Cour de Bourges dans l'espèce qui lui était soumise.

L'exemple est d'ailleurs frappant : comment en effet prouver la ressemblance physique entre l'enfant et ses prétendus parents ? Aujourd'hui la photographie le permettrait : les services de l'identité judiciaire s'en chargeraient très bien avec empreintes digitales à l'appui : mais en 1804 il n'en était rien : la photographie n'existait pas et pas davantage l'utilisation pratique des empreintes digitales. Or cet admicule parfait qu'est la ressemblance physique existait et pour en faire la démonstration il n'y avait qu'un moyen : demander la comparution personnelle des parties, une sorte de confrontation du physique des plaideurs. Il apparaît donc bien que, dès la rédaction du Code Civil, ses auteurs aient dû envisager la possibilité de la comparution personnelle dans le cas qui nous occupe.

La preuve d'un fait doit d'ailleurs être apportée à l'audience pour pouvoir être retenue par le juge : celui-ci ne peut en effet tenir compte que de ce qu'il constate par lui-même à l'audience et contradictoirement, ou de ce qui a été constaté dans les formes légales. Il faut en tout cas toujours distinguer entre la preuve et la production de cette preuve : la preuve

peut préexister, sa production est exigée à l'audience. Si l'adminicule consistait en un écrit, il faudrait le présenter au juge: en ce qui concerne la ressemblance physique, la production de sa preuve n'aurait pu autrefois être apportée que par une comparution personnelle.

C'est pourquoi nous dirons pour conclure que c'est tout à fait à bon droit que l'arrêt du 19 octobre 1925 de la Chambre des Requêtes a admis que la comparution personnelle puisse procurer les présomptions et indices graves de l'article 323 du Code Civil dans les actions en réclamation de la filiation légitime.

Section V

LA COMPARUTION EN MATIÈRE DE FILIATION NATURELLE

Nous venons de voir le rôle que fait jouer la Jurisprudence à la comparution personnelle dans les actions en reconnaissance de la filiation légitime; le bruit retentissant fait par la Presse autour de l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 19 octobre 1925 montre l'importance de cette question. Indépendamment des graves intérêts moraux en jeu, il peut y avoir d'importants intérêts pécuniaires dans la balance; mais si l'on recherche les arrêts rendus sur cette question de la filiation légitime, il faut bien reconnaître qu'ils sont assez rares: rares sont en effet les hypothèses où des enfants légitimes peuvent être obligés d'agir en justice pour obtenir la reconnaissance de leur état. La filiation légitime est, en

principe, régulièrement constatée dans les actes de l'Etat-Civil ; il faut des circonstances tout à fait exceptionnelles pour qu'un enfant ne soit pas déclaré sous le nom de ses parents, ou pour qu'ayant été régulièrement déclaré il disparaisse assez longtemps pour ne pas être, à son retour, reconnu par eux, et se voie dans l'obligation de prouver qu'il est bien celui dont sa mère est accouchée.

Beaucoup moins rare sera la recherche de la filiation naturelle. Bien que la procréation hors mariage entre chaque jour davantage dans les mœurs modernes, bien que la loi en admette de plus en plus la « légitimité », puisqu'elle en réglemente les conséquences dans un sens chaque jour plus favorable à l'enfant naturel, il n'en est pas moins vrai que dans la bourgeoisie, même moderne, elle est toujours considérée comme une faute et est souvent cachée. Combien d'enfants voient ainsi le jour qui ne connaîtront jamais leurs parents : si assez souvent leur mère les reconnaît, combien y en a-t-il dont le père ne veut ou ne peut accomplir envers l'enfant le geste réparateur de la reconnaissance. C'est le cas banal du jeune homme de mœurs faciles qui refuse de supporter les conséquences de liaisons passagères et qui, n'ayant pas le courage de réparer à l'égard de la mère, en régularisant la situation par le mariage quand c'est possible, préfère abandonner sa compagne d'un moment avec le fruit de leurs amours.

Abondante est donc la Jurisprudence en cette matière : combien ne voit-on pas, dans les études d'avoués, d'actions en recherche de paternité, surtout

parmi les affaires d'assistance judiciaire ! Quand aux actions en recherche de la maternité naturelle elles sont beaucoup plus rares.

Dans ces deux sortes d'actions la preuve testimoniale n'est pas toujours recevable de plano : elle, est, là encore, subordonnée à l'existence préalable du commencement de preuve par écrit. C'est l'article 341 du Code Civil qui l'exige pour la reconnaissance judiciaire de la maternité naturelle. C'est l'article 340 § 2 qui l'exige dans un cas particulier de l'action en recherche de la paternité.

En matière de filiation naturelle, il n'y a plus de présomption qui permette de conclure de la preuve de la maternité à la preuve de la paternité comme pour la filiation légitime : l'enfant qui n'a pas de parents devra donc à la fois rechercher son père et sa mère ; si l'un d'eux l'a reconnu il devra rechercher l'autre. En pratique, on ne trouvera guère que des actions en recherche de la paternité l'instinct maternel étant en général suffisant pour amener la mère à reconnaître son enfant. Ainsi, alors que dans la preuve de la filiation légitime on ne rencontrera que des actions en recherche de la maternité, ici c'est la paternité qui devra le plus souvent être prouvée. Cela ne nous empêche d'ailleurs pas d'étudier le rôle de la comparution personnelle dans les deux cas.

A — LA COMPARUTION PERSONNELLE
PROCURE LE COMMENCEMENT DE PREUVE
PAR ECRIT DE L'ARTICLE 341. C. Civ.

Le demandeur en recherche de maternité naturelle (1) doit prouver deux choses : d'abord le fait de l'accouchement de celle qu'il réclame pour mère, ensuite son identité avec l'enfant dont elle est accouchée.

Relativement à la preuve du premier fait, le Code ne dit rien : il semblerait donc que le droit commun dût s'appliquer ; l'accouchement devrait pouvoir être prouvé directement par témoins : telle est notre opinion fondée sur ce que la liberté de la preuve testimoniale pour la preuve d'un fait matériel, l'accouchement en l'espèce, étant la règle, il ne peut être dérogé à cette règle qu'en vertu d'un texte formel : or l'art. 341 n'y apporte une dérogation que pour la preuve de l'identité de l'enfant. C'est cependant l'opinion contraire qui a prévalu et il est admis que la preuve par témoins des deux faits n'est recevable que s'il y a commencement de preuve par écrit.

La preuve de l'identité du demandeur avec l'enfant dont sa prétendue mère est accouchée ne peut être faite par témoins que s'il existe un commencement de preuve par écrit : telle est la règle que pose l'article 341 du Code Civil.

Ce commencement de preuve par écrit sera-t-il ce-

(1) Il est bien entendu que nous n'envisageons pas ici l'action qui tendrait à faire constater que l'enfant a été réellement reconnu par sa mère, action qui resterait dans le droit commun en matière de preuve.

lui de l'article 1347 ou celui plus large de l'article 324 ? Le Code ne donne pas de réponse à cette question ; on l'a résolue en adoptant la solution la plus favorable aux intérêts de l'enfant : le commencement de preuve exigé sera celui de l'article 324. Il pourra résulter des titres des familles, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

Bien plus, il est formellement admis ici que ce commencement de preuve par écrit peut résulter d'une comparution personnelle.

Cette solution ne correspond pas exactement à celle qu'aurait pu faire attendre l'attitude de la jurisprudence à l'égard du commencement de preuve par écrit de l'article 324.

Ou bien, en effet, en toute logique, s'il répugne aux Cours d'Appel comme à la Cour de Cassation de reconnaître la possibilité de trouver dans la comparution personnelle le commencement de preuve de l'article 324, et si celui-ci est le même que celui de l'article 341, pourquoi y trouveraient-elles ce dernier ?

Ou bien on peut l'y trouver comme on peut y trouver le commencement de preuve par écrit de l'article 1347, tandis que celui de l'article 324 n'y est pas reconnu, et alors pourquoi ne serait-il pas le même que celui de l'article 1347, puisqu'en somme le Code ne le définit pas ?

Il aurait fallu admettre l'une ou l'autre de ces solutions : la Jurisprudence n'en a admis aucune inté-

géralement, elle a concilié les deux. Elle a ainsi abouti à une solution bâtarde à l'appui de laquelle on ne peut fournir aucune explication juridique. Tout d'abord elle admet que le commencement de preuve de l'article 341 est le même que celui de l'article 324; elle décide ensuite qu'il peut être trouvé dans la comparution personnelle. Il faut simplement constater ces résultats sans chercher à en découvrir le fondement juridique: il n'en est point; il faut se contenter d'en donner l'explication pratique.

Nous ne reprendrons pas la discussion du moyen par lequel on a trouvé dans la comparution personnelle un commencement de preuve par écrit: ce que nous avons pu dire tant au sujet du commencement de preuve de l'article 1347 qu'au sujet de celui de l'article 324 suffit amplement.

Nous nous contenterons de constater que malgré une vigoureuse résistance de la Doctrine (1), la Jurisprudence (2) a pris nettement position pour affirmer la similitude entre le commencement de preuve de l'article 341 et celui de l'article 324; elle a enfin obtenu l'adhésion de la Doctrine (3).

(1) Bucaurroy, Bonnier et Roustain, *Comm. du Code Civil*, T. 1, N° 500; Bonnier : *Traité des Preuves*, 5^e éd., T. 1, N° 209; Demolombe : *Paternité et filiation*, N° 503; Laurent : *Principes de Droit Civil*, T. 4, N° 111, cités dans la note de M. Garaud, sous Poitiers, 9 mars 1925, S. 1925-2-105.

(2) Nîmes 4 mai 1904, E.P. 1906-2-129, S. 1907-2-94; Req. 4 janvier 1910, D.P. 1910-1-128, S. 1910-1-304; Req. 26 février 1912, D.P. 1913-1-470, S. 1913-1-357.

(3) A. Colin et H. Capitant, *Cours élémentaire de Droit Civil Français*, 4^e éd., T. I, p. 296; Planiol et Ripert : *Traité élémentaire de Droit Civil*, 10^e éd., T. 1, N° 1513.

De même, la Jurisprudence a facilement admis que la comparution personnelle pût procurer ce commencement de preuve : là encore la Doctrine l'a suivie.

Un arrêt de la Cour de Poitiers du 31 décembre 1913 (1) est extrêmement net : il a estimé que les déclarations faites au cours d'une comparution personnelle et manifestement mensongères, rendaient vraisemblable le fait même qui était nié avec une mauvaise foi évidente. La prétendue mère avait nié son accouchement au cours de sa comparution personnelle : cet accouchement ayant été établi d'autre part, son mensonge a été considéré comme un commencement de preuve par écrit autorisant le demandeur à prouver par témoins son identité avec l'enfant dont elle était accouchée.

La même Cour de Poitiers est aussi formelle dans un arrêt du 9 mars 1925 (2) : dans une instance introduite par l'enfant naturel d'une femme décédée, contre le mari de celle-ci, pour faire valoir ses droits à la succession, elle a admis la possibilité de trouver dans la comparution personnelle du mari le commencement de preuve par écrit autorisant l'enfant à prouver par témoins son identité avec celui dont cette femme était accouchée.

Dans la décision qui était soumise à la Cour de Poitiers, le tribunal avait fondé son opinion sur les travaux préparatoires du Code Civil. M. Garaud, dans sa note au Sirey sous cet arrêt, dit ce qu'il en

(1) D.P. 1914-2-45.

(2) Poitiers, 9 mars 1925, S : 1925-2-105 et note de M. Garaud.

pense : il apparaît douteux que les rédacteurs du Code Civil aient pu considérer la comparution personnelle comme pouvant fournir le commencement de preuve par écrit : pour eux, il fallait un écrit, nous l'avons dit à propos de l'article 1347.

Ces solutions qui ne sont pas celles qu'on pouvait attendre, s'expliquent : l'enfant qui recherche sa mère naturelle n'a pas, en effet, la possibilité d'invoquer, pour rendre les témoignages admissibles, les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants de l'article 323 : aucun texte ne l'y autorise, l'article 341 ne vise que le commencement de preuve par écrit. Les tribunaux n'avaient donc pas le choix : ils ont été obligés d'opter pour la seule solution qui se présentait à eux ; c'est pourquoi ici, sans hésiter, ils ont admis le commencement de preuve par écrit, alors que pour la filiation légitime, ayant la possibilité de choisir, ils n'ont pas voulu aller jusque là.

Nous croyons qu'il n'y a pas d'autre explication à chercher à ces solutions et nous n'insisterons pas davantage. Puisque l'on admet que ce commencement de preuve de l'article 341 est le même que celui de l'article 324, nous renvoyons à ce que nous avons dit au sujet de ce dernier en ce qui concerne les raisons pour lesquelles il faut admettre que la comparution personnelle puisse fournir ce commencement de preuve par écrit.

Ajoutons, pour terminer, que la comparution personnelle peut, dans la recherche de la maternité na-

turelle, donner plus qu'un commencement de preuve par écrit : si, en effet, au cours de l'interrogatoire, il échappe un aveu à la mère, cet aveu vaudra reconnaissance définitive et régulière de l'enfant (1).

B — ROLE DE LA COMPARUTION PERSONNELLE DANS LA RECHERCHE DE LA PATERNITE NATURELLE

Dans la filiation naturelle, la preuve de la paternité ne résulte pas, nous l'avons déjà dit, de celle de la maternité, comme pour la filiation légitime ; aucun rapport légal ne liant en effet le père et la mère, la présomption « *pater is est...* » ne peut s'appliquer.

L'enfant qui recherchera son père devra donc, après avoir prouvé sa filiation à l'égard de sa mère, l'établir également envers son père.

La reconnaissance volontaire ou judiciaire de la mère est indispensable avant que celle-ci au nom de l'enfant ou l'enfant lui-même ne puisse apporter la preuve de la paternité ; car si aucun lien juridique n'unit les deux parents, c'est cependant encore par la preuve de la maternité que l'on peut parvenir à celle de l'acte procréateur du père. Si la preuve de cet acte est matériellement impossible, les effets en sont révélés par l'accouchement de la mère : de cet accouchement il résulte que pendant la période légale de conception un homme a eu des relations intimes avec la femme qui est accouchée. Le père sera celui

(1) A. Colin et H. Capitant, *op. cit.*, 4^e éd., T. I, p. 285.

dont il aura été établi par l'enfant qu'il a eu des relations avec la mère pendant cette période; encore faut-il, en outre, prouver qu'il a été le seul à avoir ces relations, sinon la preuve de la paternité serait impossible.

Nous voyons par là que la preuve de la paternité est extrêmement délicate à établir; on peut même dire qu'elle ne peut jamais l'être absolument. On peut parvenir à une présomption qui rende la paternité presque certaine mais, en fait, la certitude est impossible; car si pour la mère l'accouchement, fait matériel, peut être prouvé d'une façon irréfragable et cela, en général, très facilement, pour le père il n'y a rien de tel: l'acte s'est passé sans témoins, aucune trace n'en subsiste; une preuve parfaite en est impossible: il faut se contenter d'une preuve indirecte.

C'est pourquoi le Code Civil a admis très difficilement la recherche de la paternité: il ne l'autorisait qu'au cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement correspondait à la période légale de conception. C'était trop peu, d'ailleurs la tendance du législateur moderne est d'adoucir le sort de l'enfant naturel. Pourquoi devrait-il supporter les conséquences de la faute de ses parents? Il n'est pas responsable de sa situation irrégulière et devrait en souffrir le moins possible.

Une loi du 16 novembre 1912 a donc augmenté les cas où la paternité hors mariage pourra être judiciairement déclarée; il nous reste à voir quel pourra être le rôle de la comparution personnelle dans ces différents cas.

Disons tout d'abord que puisqu'il est admis qu'elle est possible en toute matière, elle pourra être ordonnée dans tous les cas où l'art. 340 du Code Civil autorise la déclaration judiciaire de la paternité : ses résultats seuls seront différents suivant les cas.

Dans les cas prévus par les paragraphes 1, 4 et 5 du nouvel article 340, la loi de 1912 n'a apporté aucune restriction à l'emploi de la preuve testimoniale : elle devra donc être admise librement ; la comparution personnelle n'y aura en conséquence d'autre utilité que celle de procurer peut-être un aveu, c'est à dire la reconnaissance régulière de l'enfant par son père (1).

L'article 340 § 2 n'autorise la recherche de paternité au cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesse de mariage et fiançailles, que s'il existe un commencement de preuve par écrit dans les termes de l'article 1347. Que faut-il entendre par là ? Il est évident que sur la nature du commencement de preuve aucune discussion n'est possible, la loi de 1912 ayant pris soin de le préciser : alors qu'on aurait pu chercher le commencement de preuve de l'art. 324 qui est communément étendu à la preuve de la maternité naturelle, cette loi a pris soin de préciser qu'il s'agirait du commencement de preuve plus étroit qu'est celui de l'art. 1347.

(1) A. Colin et H. Capitant, *op. cit.*, 4^e éd., T. I, p. 289 : solution donnée pour l'interrog. sur faits et articles, qu'il faut étendre à la comparution personnelle.

La comparution personnelle pourra-t-elle procurer ce commencement de preuve ? En cette matière nous avons l'arrêt de la Cour de Douai du 7 décembre 1926, dont nous n'avons pas admis la solution en tant qu'il semblait rejeter la comparution personnelle partout où la preuve par témoins n'est pas recevable. Nous sommes obligés de reconnaître que l'on pourrait admettre le rejet de la comparution personnelle s'il était basé sur un autre motif. La Cour de Douai semble interpréter l'art. 340 § 2 comme subordonnant, dans le cas particulier qu'il envisage, la recevabilité de la preuve testimoniale à l'existence d'un commencement de preuve par écrit : considérant qu'autoriser la recherche de ce commencement de preuve dans la comparution personnelle ce serait éluder en l'espèce la prohibition de la preuve testimoniale, elle rejette la demande de comparution personnelle.

N'aurait-elle pu parvenir au même résultat en considérant que ce que l'art. 340 § 2 subordonne à l'existence du commencement de preuve par écrit, ce n'est pas la recevabilité de la preuve testimoniale, mais bien la recevabilité de l'action elle-même ?

C'est ce que semble dire la loi de 1912. Si telle a bien été la pensée du législateur, de subordonner la recevabilité de l'action en recherche de paternité à l'existence d'un commencement de preuve par écrit, il semblerait qu'il faille admettre que ce commencement de preuve par écrit ne peut être fourni par la comparution personnelle, qu'il doit exister avant l'introduction de la demande et ne peut pas être établi

au cours de la procédure. En définitive, la comparution personnelle, à notre avis, ne pourrait procurer le commencement de preuve par écrit de l'art. 340 § 2. L'explication de cette anomalie, si on compare cette solution à ce que nous avons dit précédemment, se trouverait dans ce fait que la recherche de la paternité naturelle est assez mal vue et que son introduction dans le Code Civil, qui ne remonte qu'à 1912, ne relève pas de la même inspiration que celle qui a présidé à la rédaction des articles 324 et 1347. Comprise comme nous l'entendons, la solution de l'arrêt de la Cour de Douai s'expliquerait ; si au contraire l'art. 340 § 2 n'a subordonné à l'existence du commencement de preuve par écrit que la recevabilité de la preuve testimoniale, il n'est pas douteux que la comparution personnelle puisse procurer ce commencement de preuve comme elle procure celui de l'article 1347.

L'art. 340 § 3 autorise, de son côté, la déclaration judiciaire de paternité au cas où il existe des lettres ou quelque écrit privé émanant du père prétendu et desquels il résulte un aveu non équivoque de paternité. C'est un écrit qui doit constituer un aveu non équivoque : il apparaît donc bien qu'il ne peut être question du commencement de preuve par écrit (1) : la preuve testimoniale est exclue : tout commencement de preuve par écrit ne constituerait pas l'aveu

(1) V. cependant Trib. Civ. du Havre. 18 Décembre 1913 : Rec. Gaz. Pal. 1914-I-342, qui a trouvé dans des lettres missives du père un commencement de preuve par écrit autorisant à faire par témoins la preuve de l'aveu du père.

non équivoque exigé par la loi : la comparution personnelle aura donc simplement, en ce cas, la même utilité que dans les autres cas de l'article 340, elle pourra seulement, le cas échéant, aboutir à un aveu qui vaudrait reconnaissance régulière de l'enfant.

CHAPITRE V

LA COMPARUTION PERSONNELLE DEVANT LES AUTRES JURIDICTIONS

Nous avons étudié les règles de forme et de fond de la procédure de la comparution personnelle devant les tribunaux civils, nous avons fait une étude critique de ses résultats : il nous reste à dire ce qu'elle est devant les autres juridictions. Là, elle ne nous intéresse guère : il nous suffira donc de constater où l'on peut la rencontrer en indiquant les textes qui la régissent.

Parmi les diverses juridictions, il y a lieu de distinguer entre celles où les parties doivent se présenter en personne devant leurs juges, et les autres, les seules où nous puissions trouver la comparution personnelle, incident d'instruction. Pour cette distinction nous renvoyons à la thèse de M. Lory (1).

Devant les Juges de Paix, les parties comparaissent en personne, ou par fondés de pouvoirs (2). Quand elles sont représentées, le juge peut ordonner leur comparution personnelle (3).

Au même rang que les Juges de Paix, nous trouvons, dans l'échelle des juridictions, les Conseils de

(1) Lory : *Essai sur la comparution devant les Juridictions Civiles*, thèse Dijon 1888.

(2) Art. 9 du Code de Procédure Civile.

(3) Circulaire Ministérielle du 6 Juin 1838.

Prudhommes, chargés de trancher les différends d'ordre professionnel surgis entre patrons et ouvriers. C'est, en quelque sorte, un tribunal de famille qui juge promptement et sans frais, il doit rechercher avant tout la conciliation plutôt qu'une stricte justice : c'est pourquoi la comparution y est éminemment personnelle.

C'est une loi du 27 mars 1907 qui régit actuellement la procédure devant les Prudhommes. Son article 26 § 1^{er} prescrit que les parties sont tenues de se rendre en personne devant le bureau de conciliation ou de jugement aux jour et heure fixés. Seules les entreprises industrielles et commerciales sont autorisées par l'article 26 § 3 à se faire représenter par le gérant ou un employé de l'établissement. Pour les autres patrons, les ouvriers et les employés, la représentation par mandataire n'est admise qu'en cas d'absence ou de maladie, et encore ce mandataire doit-il être un parent du plaideur ou un justiciable de la même catégorie que lui.

On discute sur la question de savoir si un avocat ne pourrait pas toujours représenter les parties. A l'appui de la solution affirmative on invoque la situation du paragraphe 6 de l'article 26 de la loi de 1907 par rapport au § 2. On prétend que ce paragraphe 6, qui dispose que les parties peuvent se faire représenter ou assister par un avocat régulièrement inscrit au barreau, forme un paragraphe absolument distinct du § 2 relatif au cas d'absence ou de maladie (1). La Jurisprudence préfère cependant la solution

(1) V. la dissertation de M. Naquet S. 1913-1-121.

négative et n'admet la représentation par un avocat que dans le cas d'absence ou de maladie (1). Ici, la comparution personnelle n'a donc aucun rôle à jouer en tant qu'incident de la procédure d'instruction.

Au degré supérieur dans l'échelle des juridictions, nous retrouvons la comparution personnelle prévue par un texte formel : c'est devant les tribunaux de commerce. Il est de règle et de tradition que, devant la juridiction consulaire, la comparution soit personnelle, nous avons déjà eu l'occasion de le dire au cours de l'étude historique que nous avons faite.

L'édit de Novembre 1563 qui fondait le Consulat de Paris, n'autorisait la représentation qu'en cas de légitime excuse, d'absence ou de maladie. Malgré les interdictions réitérées, l'usage s'est cependant introduit de se servir de représentants choisis par les juges. Le Code de Procédure a consacré cet usage en autorisant, dans son article 421, les parties à comparaître par le ministère d'un fondé de procuration spéciale : c'est alors qu'apparût la nécessité d'autoriser les juges à mander les parties devant eux pour qu'elles s'expliquent en personne.

C'est l'article 428 du Code de Procédure qui donne ce droit aux Juges. La comparution peut avoir lieu à l'audience ou en chambre du Conseil. Le Tribunal de Commerce peut donner commission rogatoire, même à un Juge de Paix qui dresse alors procès-verbal des déclarations.

En ce qui concerne les résultats de la comparution

(1) V. cependant Civ. 25 juin 1919 : D.P. 1920-1-43, 11^e espèce.

personnelle devant la juridiction commerciale, nous n'avons rien de spécial à dire. Son intérêt consiste simplement à éclairer le juge : on n'aura pas à y chercher le commencement de preuve, la preuve testimoniale étant admise sans restriction en cette matière.

A la procédure devant les Cours d'Appel, on appliquera tout ce que nous avons dit de la comparution personnelle devant les tribunaux de première instance, conformément à l'article 470 du Code de Procédure Civile.

Passons maintenant à un autre ordre de juridiction : devant les tribunaux de simple police, le prévenu peut comparaître lui-même ou par fondé de procuration spéciale : en ce dernier cas, le juge peut ordonner sa comparution personnelle.

En matière correctionnelle, la comparution personnelle du prévenu n'est indispensable, lorsqu'il s'agit du jugement au fond, que dans le cas où une peine d'emprisonnement est encourue ; dans les autres cas, il peut se faire représenter : mais alors le tribunal peut ordonner sa comparution personnelle (art. 185 du Code d'Instruction Criminelle) sans d'ailleurs qu'aucun moyen coercitif n'existe pour vaincre sa résistance. En ce qui concerne la partie civile, le tribunal peut ordonner sa comparution personnelle (1) : C'est ainsi que, récemment, le tribunal correctionnel de la Seine ordonnait la comparution personnelle de M. Léon Daudet, partie civile dans un procès en diffamation, alors que sorti de la Santé de façon...

(1) Orléans, 12 août 1851, D. P. 54-5-440.

extra-légale, il jugeait bon de laisser une frontière entre ses juges et lui.

Il nous est impossible d'aborder l'étude de chaque procédure devant chaque juridiction : voyons, pour terminer, ce qu'il en est en matière administrative. Aux termes de l'article 36 de la loi du 22 juillet 1889, le Conseil de Préfecture peut, soit d'office, soit sur la demande des parties, ordonner que celles-ci seront interrogées en séance publique ou en Chambre du Conseil.

Ceci nous montre bien que chaque fois que les parties se feront représenter devant leurs juges, que ce soit en matière civile, commerciale, correctionnelle ou administrative, la comparution personnelle pourra être ordonnée pour fournir aux magistrats des précisions sur les faits de la cause. La Cour de Cassation échappera donc à la règle : elle n'a pas à établir les faits : c'est le travail des juridictions inférieures. Ne statuant qu'en droit, elle n'aura jamais à appeler les parties devant elle.

CHAPITRE VI

AVANTAGES DE LA COMPARUTION PERSONNELLE

Il n'est pas douteux que cette procédure de la comparution personnelle présente des avantages qui compensent largement les défauts qu'elle peut avoir. Et ici encore nous ne pourrions mieux faire ressortir ces avantages qu'en les opposant aux reproches qui ont été adressés à l'interrogatoire sur faits et articles.

La Comparution personnelle permet tout d'abord de réaliser une économie très appréciable de temps et de frais ; elle produit surtout d'utiles résultats que nous avons pu constater précédemment. Mais l'intérêt essentiel de cette procédure réside dans le fait, pour les plaideurs, d'être amenés à s'expliquer eux-mêmes devant leurs juges. La procédure actuelle, qui se poursuit par l'intermédiaire des avoués et les plaidoiries des avocats, a le grave inconvénient de priver les juges des éclaircissements qui résulteraient pour eux du ton, des gestes et de l'attitude des parties dans l'exposé oral qu'elles feraient de leur procès. La comparution personnelle fait disparaître cet inconvénient : grâce à elle, les réticences, les mensonges et la mauvaise foi des plaideurs se révèlent, dans leur attitude, à la perspicacité du magistrat. La solennité de l'audience peut d'ailleurs avoir de l'influence sur certains plaideurs qu'elle contraint à abandonner le misérable système de défense qu'ils ont échaufaudé, en les obligeant à revenir à la vérité.

Le récit d'un homme d'affaires, habile à présenter un exposé, sachant éviter dans la discussion les paroles dangereuses, fait souvent paraître vraie une chose qui, si elle était rapportée par le plaideur lui-même, apparaîtrait sous son jour véritable d'invention mensongère imaginée pour surprendre la bonne foi du Tribunal. Ajoutons, pour être juste envers l'homme de loi, qu'il est souvent de bonne foi : son client, rusé ou qui se croit tel, lui a rapporté les faits à sa manière ; son imagination les a légèrement remaniés pour leur donner une apparence soutenable ; et si de l'autre côté de la barre on les relate de façon tout opposée, chacun peut rester sur ses positions, persuadé que son client a raison. Ce n'est que dans une explication contradictoire des intéressés eux-mêmes devant leurs juges qu'apparaîtront sûrement les réticences, les hésitations, les contradictions, les invraisemblances qu'on apporte toujours dans l'exposé d'un fait qu'on sait être faux.

Ainsi le but du tribunal qui ordonne une comparution personnelle est d'écarter pour quelques instants les intermédiaires qui le séparent des plaideurs ; mais il y a d'autres moyens d'arriver à ce but : l'interrogatoire sur faits et articles et le serment : ils sont loin d'avoir la même valeur et nous n'hésiterons pas à dire que seule la comparution personnelle présente tous les avantages que nous venons d'énumérer.

L'interrogatoire sur faits et articles présente trois graves défauts :

1°) il a lieu en secret et en l'absence de l'adversaire,

2°) c'est un juge-commissaire qui y procède; les magistrats appelés à statuer sur ses résultats ne connaissent ceux-ci que par le procès-verbal qui en est dressé,

3°) les questions qui seront posées sont signifiées d'avance à la partie qui sera interrogée.

Ces trois inconvénients sont peut-être d'inégale importance mais tous sont graves.

Dans le cas des articles 324 et suivants l'interrogatoire est secret; il y manque donc déjà la solennité de l'audience. Le plaideur n'a devant lui qu'un homme, vêtu comme lui, qui l'interroge assisté de son greffier, personnage insignifiant: les deux n'ont rien d'imposant dans un local modestement meublé. A l'audience au contraire, le comparant se trouve en face de trois juges, il a le greffier à sa droite et le Procureur de la République à sa gauche, à moins que ce ne soit l'inverse: tous sont en robe, leur air sévère et froid en impose, la salle est vaste et belle. Le plaideur sent nettement que ceux qu'il a devant lui sont plus que lui, qu'ils détiennent un pouvoir qui vient de haut. L'appareil de la justice comporte, il faut le reconnaître, une mise en scène qui a sa valeur; il n'est pas douteux que celui qui comparaît à l'audience a beaucoup plus l'impression de comparaître devant la Justice que celui qui répond à un interrogatoire dans le cabinet du Juge-Commissaire.

Ce n'est pas tout: l'adversaire de la partie interrogée n'assiste pas à l'interrogatoire sur faits et ar-

tibles ; on y perd donc tout l'intérêt de la contradiction qui cependant est tel que, lorsqu'une partie est appelée à comparaître, son adversaire l'est généralement aussi. Le plaideur qui n'aurait pas osé déguiser la vérité en face d'un adversaire qui la connaît sera, sans aucun doute, plus hardi devant un juge qui l'ignore. « Les absents ont toujours tort » : c'est un proverbe qui ne perd pas ses droits. Dans le cas de l'article 119 au contraire, chacun est là pour relever les mensonges, les aveux et les contradictions qui peuvent échapper à l'autre. Tel est le premier inconvénient de l'interrogatoire, tel est aussi le premier avantage de la comparution personnelle.

Lê deuxième inconvénient de l'interrogatoire sur faits et articles découle du précédent : c'est que les juges appelés à statuer par la suite n'auront connaissance des résultats de cet interrogatoire que par le procès-verbal qui en sera dressé. Il apparait évident qu'un procès-verbal rédigé en style conventionnel et rigide, si fidèle d'ailleurs que soit cette rédaction, ne peut équivaloir pour les deux autres juges à la netteté des convictions qu'ils auront personnellement puisées dans les réponses de la partie qui aura comparu devant eux. Un tel procès-verbal ne peut reproduire toutes les nuances, les variations de la physiologie du plaideur, les inflexions de son accent qui sont une garantie de la sincérité de ses réponses, ou bien trahissent les mensonges qu'il a forgés.

Le troisième grave reproche que l'on peut adresser à l'interrogatoire, c'est que les faits sur lesquels la partie doit être interrogée sont énoncés au jugement et lui sont signifiés. Il y a là un moyen d'informa-

tion extrêmement défectueux : prévenir d'avance le plaideur des questions qui lui seront posées, c'est lui donner le temps de méditer, de préparer ses réponses ; c'est lui permettre, s'il est de mauvaise foi, de combiner, de peser la vraisemblance de ses mensonges.

La comparution personnelle, au cours de laquelle les questions sont posées sans communication préalable, évite cet inconvénient ; sa gravité est d'ailleurs apparue telle qu'on a tenté d'y remédier d'une manière qui nous semble assez peu heureuse : la partie qui a demandé l'interrogatoire peut indiquer au juge par une note secrète, lui souffler en quelque sorte, les questions qu'elle désire lui voir poser en dehors de celles prévues au jugement ; il y a là un procédé qui manque de franchise et qui est certainement contraire à l'esprit de la loi . Celle-ci a prévu à cet inconvénient deux palliatifs mais qui sont insuffisants.

1°) les faits peuvent n'être communiqués que 24 heures à l'avance ; c'est encore plus qu'il n'en faut pour préparer les réponses : la nuit porte conseil !

2°) le juge peut poser d'office d'autres questions. Il hésitera peut-être à en poser de compromettantes ; d'autre part n'ayant pas les débats présents à la mémoire, il ne saura guère quelles questions poser et se contentera souvent de celles qui lui sont préparées. Rien de tel au contraire dans la comparution personnelle : les questions à poser ne sont pas prévues au jugement qui l'ordonne, ce qui permet aux magistrats d'avoir recours à toutes celles qui peuvent leur apparaître utiles.

Tels sont les trois plus graves inconvénients de l'interrogatoire sur faits et articles : sur tous ces points, au contraire, la comparution personnelle présente de réels avantages. Il en est un autre : elle peut être ordonnée d'office par le Tribunal, alors que celui-ci ne peut ordonner l'interrogatoire sur faits et articles que si l'une des parties juge à propos d'y recourir.

Le choix n'est donc pas difficile entre ces deux voies de procédure qui tendent toutes deux à un même but, par des chemins si différents.

Il est clair que la chance d'arriver à la vérité est plus grande dans la comparution personnelle qui met les parties en présence du Tribunal, en présence du public, en présence l'une de l'autre, dans la comparution qui force les plaideurs à répondre sans préparation et qui expose les mensonges et les contradictions de chacun d'eux à être immédiatement relevés et signalés par l'autre. Aussi a-t-on été jusqu'à dire en parlant de l'interrogatoire sur faits et articles « que si jamais législateur se proposait pour problème le moyen le plus efficace de ne pas atteindre la vérité, la marche suivie dans le titre XV lui en donnerait la plus sûre de toutes les solutions » (1). Les tribunaux ayant le choix, devront donc en principe, préférer la comparution personnelle comme plus simple, plus rationnelle, plus convaincante : ils n'ordonneront l'interrogatoire que dans les cas exceptionnels où la comparution sera impossible.

(1) Boitard, Colmet-Daâge et Glasson, *op. cit.* T. 1, N° 524.

La comparution personnelle devrait même être préférée au serment ; car nous croyons qu'en l'état actuel de la moralité, un faux serment ne pèse guère à certaines consciences ; nous pensons que la crainte de voir leur mauvaise foi établie publiquement dans une discussion contradictoire retiendrait davantage ceux qui tendraient à s'écarter de la vérité. Le serment d'autre part, comme l'interrogatoire sur faits et articles, porte sur des faits dénoncés à l'avance : on y trouve donc les mêmes défauts. L'admirable souplesse de la comparution personnelle est d'ailleurs, en toute justice, de beaucoup préférable à la rigidité brutale du serment décisive, dont les résultats sont par trop absolus.

Nous voyons par là que les avantages de la comparution personnelle sont nombreux : peut-on lui adresser des reproches ? Cela nous semble difficile. On pourrait, à la rigueur, objecter que cette procédure surcharge les débats et fait perdre aux juges un temps précieux : c'est très discutable ; doit-on s'arrêter à une telle considération lorsqu'il s'agit de la recherche de la vérité ? La qualité des jugements n'est-elle pas préférable à leur quantité ? Des réformes de détails s'imposent, c'est incontestable ; mais elles sont l'affaire du législateur et non du juriste ; celui-ci, en présence de la carence du premier, a su tirer de cette procédure tout ce qu'elle pouvait fournir d'utile et de bon ; à l'autre de le suivre !

CONCLUSION

Nous venons de voir quels sont les mérites de cette procédure d'instruction qu'est la comparution personnelle; il nous reste, pour conclure, à rechercher ensemble quel est son emploi dans la pratique et quel progrès elle aurait à accomplir dans cet ordre d'idées: nous verrons enfin, quelle est la sanction légale qu'il importe de lui donner.

Nous ne présenterons pas de statistique sur la fréquence d'emploi de la comparution personnelle: la diversité des manières dont elle est mise en pratique ne permet guère d'en établir. S'il s'agissait de l'enquête ou de l'interrogatoire sur faits et articles, il serait facile d'établir une statistique, car il suffirait de rechercher au greffe le nombre des procès-verbaux dressés; mais comme pour la comparution personnelle il n'y a, en général, pas de procès-verbal et s'il y en a un parfois, il est rédigé par le greffier d'audience qui le joint à ses notes, nous avons renoncé à de telles recherches: elles eussent risqué d'être vaines et leurs résultats, au cas où elles en auraient donné, n'auraient rien ajouté à cette étude.

Un fait est certain: on n'a pas recours à la comparution personnelle aussi souvent qu'on le pourrait. D'une enquête faite dans un certain nombre d'études d'avoués, il résulte qu'elle y est, sinon inconnue, du moins rarement demandée: nous croyons d'ailleurs que lorsqu'on la trouve, ce sont le plus souvent les

magistrats qui l'on ordonnée d'office ; mais si l'on se réfère aux nombreuses décisions de jurisprudence que nous avons rapportées, il semble qu'elle soit utilisée beaucoup dans les procès qui mettent en jeu les questions de filiation ; c'est là d'ailleurs que son emploi offre la plus grande utilité pratique pour les plaideurs, en leur procurant les conditions exigées pour l'admissibilité de la preuve testimoniale.

Au Tribunal Civil de la Seine dont les audiences sont déjà tellement chargées, la généralisation de son emploi apparaît peu désirable pour certains qui n'en apprécient pas les avantages. Devant les tribunaux de Province où la Justice est, si nous osons nous exprimer ainsi, plus paternelle, où les magistrats sont souvent personnellement connus de leurs justiciables, elle semble être d'un emploi plus fréquent.

Souhaitons qu'on la connaisse davantage. Un progrès considérable ne peut d'ailleurs manquer de s'accomplir lorsqu'interviendra une réglementation législative de toute cette procédure de la comparution personnelle.

Il faudra bien sortir un jour de l'incohérence où nous sommes. Le législateur de 1806, en insérant au Code de Procédure Civile cet article 119 où l'on a cru voir l'introduction de la comparution personnelle dans notre procédure, ne se doutait certes pas qu'il détruisait ainsi son œuvre de 1804 en tant qu'elle instituait une réglementation extrêmement rigoureuse du régime de la preuve. Et depuis l'apparition de la législation napoléonienne nous assistons à la désagrégation de ce régime tel que l'ont organisé les

articles 1341 et suivants du Code Civil. Il apparaît bien, malgré la décision contraire de l'arrêt du 7 décembre 1926 de la Cour de Douai, qu'en définitive doive l'emporter la Jurisprudence qui rejette ce que ce système a d'excessif, non pas certes en face, en violant ouvertement la loi, mais d'une façon plus sournoise, par ce moyen détourné qu'est la comparution personnelle.

Il faut mettre fin à ces discussions dont l'origine réside dans l'incurie du législateur. Celui-ci, au lieu de réglementer, non seulement la procédure de ce moyen d'instruction, mais encore et surtout ses conditions d'emploi, en supposant toutefois qu'il en ait admis le principe, a laissé à la Jurisprudence le soin de tout régler. Sans doute n'a-t-il même pas envisagé les conséquences de cette incurie : nous nous sommes efforcés de les signaler, il faudrait maintenant y remédier.

Tel a été l'avis du législateur moderne : un décret du 10 juillet 1883 avait institué une commission extra-parlementaire « Pour étudier les réformes qui peuvent être apportées au Code de Procédure Civile ». Cette commission, sans s'occuper de la comparution personnelle, s'était bornée à simplifier la procédure de l'interrogatoire sur faits et articles : elle avait supprimé les complications inutiles ; elle avait compris qu'au lieu de l'interrogatoire en dehors de la présence de l'adversaire, il serait préférable de faciliter aux parties le moyen de s'expliquer entre elles et de s'interroger réciproquement (1).

(1) Exposé des motifs du Projet de réforme du Code de Procédure Civile Doc Parl. Ch. 1898, p. 172.

Le projet de réforme du Code de Procédure Civile déposé en 1898 sur le Bureau de la Chambre a été plus loin, conformément d'ailleurs aux propositions de la commission de réforme judiciaire de la législature précédente.

Constatant que l'interrogatoire sur faits et articles n'avait pas donné dans la pratique les résultats qu'en attendaient les auteurs du Code de Procédure, ce projet l'a purement et simplement supprimé. C'est une innovation heureuse car le dualisme de ces moyens d'instruction ne s'explique pas : en échange, la comparution personnelle y est réglementée. Ce n'est en somme que la consécration légale de l'état de chose actuel, car si la comparution personnelle est rarement employée, l'interrogatoire sur faits et articles l'est encore moins.

La réglementation qu'institue le projet de 1898 est celle qu'au long de cette étude nous avons vu la jurisprudence élaborer : le tribunal est autorisé à convoquer en tout état de cause, devant lui, les parties, à les entendre contradictoirement et à tenter de les concilier ; si un arrangement n'intervient pas, les magistrats auront du moins recueilli de la bouche même des plaideurs des renseignements utiles pour la solution du procès.

Ce projet prescrit qu'en vue d'éviter des frais, le jugement qui ordonnera la comparution ne sera pas levé. Les parties seront convoquées au moyen d'une lettre recommandée envoyée par le greffier ; l'intervention de l'huissier ne deviendra nécessaire que si elles ne se présentent pas sur cette convocation. Un procès-

verbal signé des parties sera dressé dans les causes sujettes à appel. L'article 7 du projet autorise expressément les représentants des incapables et des collectivités, ainsi que les agents des administrations publiques, à comparaître devant le tribunal pour l'éclairer sur l'objet du litige.

Disons enfin que ce projet autorise formellement le tribunal à interpréter le refus de répondre comme un commencement de preuve par écrit rendant admissible la preuve testimoniale. A plus forte raison on pourra donc trouver, sans discussion possible, ce commencement de preuve par écrit dans les réponses faites lors de la comparution.

Ce projet, qui demanderait à être précisé sur certains points de détail, marquerait, s'il était un jour adopté par le Parlement, un progrès sur l'état de choses actuel.

Il présente deux innovations intéressantes. Tout d'abord, dans son article premier, il précise que le but essentiel de la comparution personnelle est la conciliation des parties. C'est là l'idée fondamentale que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner. Toute procédure qui tend à une conciliation exige la présence des plaideurs en personne pour avoir des chances d'aboutir; la conciliation doit, d'autre part, être toujours recherchée dans les procès: c'est en effet le moyen le plus parfait de les terminer: un mauvais arrangement ne vaut-il pas mieux qu'un bon procès? Il semble que le législateur moderne tienne beaucoup à cette conciliation.

Dans les procédures issues des Codes Napoléoniens,

la tentative de conciliation n'est qu'un leurre : il suffit d'aller une fois en conciliation devant le Juge de Paix pour s'en rendre compte ; de même, si nous prenons la tentative de conciliation de l'instance en divorce, nous devons constater qu'elle est rarement prise au sérieux. Au contraire, le législateur moderne paraît y attacher plus d'importance : si nous prenons une des dernières procédures instituées par lui, la procédure de renouvellement des baux commerciaux, nous constatons que la loi du 30 juin 1926 ayant été imprécise, une loi du 22 avril 1927 est venue rendre la tentative de conciliation absolument obligatoire : il faut remarquer que, réglementée comme elle l'est, elle paraît rendre de très heureux résultats.

Il y a là une tendance intéressante à observer. C'est pourquoi les deux parties se rencontrant face-à-face dans la comparution personnelle, la première chose qui doit venir à l'esprit est d'essayer de les concilier : le résultat dépendra essentiellement du tact et de la diplomatie dont usera le Président.

Une autre innovation intéressante consiste dans l'envoi fait par le greffier, d'une lettre recommandée qui évite les frais de levée et de signification de jugement ; ce n'est que faute de comparution au jour fixé qu'un huissier sera désigné, s'il y a lieu, pour signifier le jugement qui devra alors être levé. La lettre recommandée est entrée dans les mœurs juridiques où elle prendra certainement chaque jour une place plus grande. C'est ainsi que récemment les diverses procédures en matière de loyers en ont vulga-

risé l'emploi. Il n'est pas douteux que la lettre recommandée avec accusé de réception finira ainsi par remplacer, dans beaucoup de cas, les actes d'huissiers.

Mais ne nous égarons pas, il ne s'agit malheureusement que d'un projet, dont le sort est celui qui attend trop de projets soumis au Parlement. Il faut bien reconnaître qu'il n'est pas d'un grand intérêt électoral : c'est là son malheur. Les législatures passent, les projets tombent dans l'oubli ; plus que jamais les grandes réformes sont impossibles et ce n'est pas de si tôt que nous verrons se réaliser la réforme de notre Procédure Civile, pourtant si nécessaire.

Dans la crainte qui, elle, se réalisera certainement, de voir dormir longtemps encore ce projet ou tout autre qui serait repris avec le même objet, nous sommes obligés de nous contenter de l'instrument de travail que nous avons entre les mains ; cherchons seulement à en tirer le plus de profit que nous pourrons.

Nous avons indiqué les avantages de la comparution personnelle, ils sont indiscutables : l'interrogatoire sur faits et articles très rarement employé déjà, finira par disparaître, réservé seulement aux cas exceptionnels où il est tout-de-même préférable.

Quant à la fréquence d'emploi de la comparution personnelle, il y a un progrès à accomplir : On semble trop souvent ignorer son existence, et son utilisation est trop rare : elle ne fait pas partie des routines actuelles.

Son cas d'application le plus intéressant est celui où la preuve testimoniale n'est recevable que sous

certaines conditions : la comparution peut les procurer. Il faut persévérer dans cette voie : c'est pourquoi l'arrêt rétrograde de la Cour de Douai du 7 décembre 1926 ne doit pas être suivi, qui veut prohiber l'emploi de la comparution personnelle là où la preuve testimoniale n'est pas recevable : le chemin à suivre est tracé par l'arrêt du 19 octobre 1925 de la Chambre des Requêtes, il faut aller de l'avant.

En présence de l'inertie du législateur et pour l'obliger aux réformes qui s'imposent, la Jurisprudence sait, quand il faut, faire échec à l'application des principes les mieux posés. C'est ainsi que la comparution personnelle nous semble devoir devenir l'arme qui chaque jour sapera davantage les bases de l'édifice vétuste qu'est le système des preuves du Code Civil : jusqu'au jour où les restrictions apportées à la liberté de la preuve ne subsisteront plus qu'à l'état de souvenir historique.

ANNEXE

Projet de réforme du Code de Procédure civile

[Journal Officiel : Doc. Parl. Chambre 1898 p. 196
(S.E.)]

TITRE XIV

De la Comparution personnelle des parties

ARTICLE PREMIER. — Le tribunal peut en tout état de cause et en toute matière ordonner d'office, ou sur les conclusions des parties, la comparution personnelle des parties en cause, soit pour essayer de les concilier, soit pour s'éclairer sur les fait du procès.

La comparution a lieu devant le tribunal, à l'audience ou en Chambre du Conseil, aux jour et heure fixés par le tribunal.

ARTICLE DEUX. — Le jugement qui ordonne la comparution n'est pas motivé; il ne sera pas levé. Il sera enjoint aux parties de se présenter par une lettre recommandée écrite par le greffier.

A défaut de comparution sur cette lettre, le tribunal décidera si le jugement doit être levé et signifié avec l'indication d'un nouveau jour; dans ce cas, il commettra un huissier pour la signification.

ARTICLE TROIS. — Si les parties ou l'une d'elles sont dans l'impossibilité de comparaître, le Tribunal pourra commettre un juge qui se transportera auprès d'elles accompagné du greffier et dressera procès-verbal de leurs déclarations.

La partie adverse sera convoquée et, dans les causes communicables au Ministère Public, le Procureur de la République se transportera avec le juge.

ARTICLE QUATRE. — Les parties peuvent être interrogées en l'absence l'une de l'autre. Dans ce cas, elles sont ensuite confrontées s'il y a lieu.

ARTICLE CINQ. — Dans les matières sujettes à appel, un procès-verbal sera tenu des dires des parties qui comparaissent devant le tribunal. Il sera signé d'elles et du greffier.

ARTICLE SIX. — Le défaut de comparaître après assignation par l'huissier commis et le refus de répondre pourront être interprétés par le Tribunal comme un commencement de preuve rendant admissible la preuve testimoniale.

ARTICLE SEPT. — Peuvent les personnalités juridiques et les collectivités admises à ester en justice, comparaître dans la personne de leurs représentants légaux.

Peuvent également comparaître les représentants légaux des incapables, ceux qui les assistent et les agents des administrations publiques, sauf à avoir à leurs déclarations tel égard que de droit.

VU :
Le Président,
MOREL.

VU :
Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	7

CHAPITRE I

DÉFINITION. — <i>Comparaison avec les autres procédures d'instruction</i>	12
---	----

CHAPITRE II

HISTORIQUE. — <i>Fondement Juridique de la Comparution Personnelle</i>	21
--	----

CHAPITRE III

PROCÉDURE DE LA COMPARUTION PERSONNELLE DEVANT LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE	30
SECTION I. — <i>Cas dans lesquels elle peut être ordonnée.</i>	
En toute matière — A la requête des parties : pouvoir discrétionnaire du Tribunal, ou d'office par celui-ci — En tout état de cause	30
SECTION II. — <i>Procédure préparatoire à la comparution :</i>	
A) <i>Le jugement qui l'ordonne.</i> — Est-il nécessaire ? — Son contenu — En quoi il diffère de celui qui prescrit un interrogatoire sur faits et articles — Sa nature	40
B) <i>Sa signification</i>	44

SECTION III. — <i>La Comparution</i>	41
A) <i>Qui comparait ?</i> — Les deux parties ou une seule et non les tiers — Quelles parties ? Cas des parties représentées par un mandataire	47
B) <i>Forme de la Comparution.</i> — Devant qui a-t-elle lieu ? à l'audience — en Chambre du Conseil — devant un juge commissaire	53
C) <i>Constatation des résultats de la Comparution.</i> — Un procès-verbal doit-il être rédigé. — Valeur en appel des constatations contenues dans les motifs du jugement	56

CHAPITRE IV

RÉSULTATS DE LA COMPARUTION — LEUR VALEUR PROBANTE	63
SECTION I. — Défaut de comparution, refus de répondre leur sanction	64
SECTION II. — La comparution aboutit à un aveu — Valeur de cet aveu — La comparution des incapables, des administrations et des sociétés	71
SECTION III. — La comparution ne procure pas l'aveu, mais on y trouve le commencement de preuve par écrit de l'article 1347 C. Civ.	80
SECTION IV. — <i>La Comparution en matière de filiation légitime</i>	93
1°. — Peut-elle fournir le commencement de preuve par écrit de l'article 324 du Code Civil	95
2°. — On y trouve les « présomptions et indices graves résultant de faits dès lors constants » de l'art. 323 du C. Civ.	102

SECTION V. — <i>La Comparution en matière de filiation naturelle</i>	107
A) Recherche de la maternité naturelle, la comparution procure le commencement de preuve par écrit de l'article 341	110
B) Rôle de la comparution personnelle dans la recherche de la paternité naturelle	115

CHAPITRE V

LA COMPARUTION PERSONNELLE DEVANT LES AUTRES JURIDICTIONS	121
---	-----

CHAPITRE VI

AVANTAGES DE LA COMPARUTION PERSONNELLE	126
---	-----

CONCLUSION

<i>Projet de réforme du Code de Procédure Civile</i>	133
--	-----

ANNEXE

<i>Texte du Titre XIV du projet de réforme de 1898</i>	141
---	-----
